

La bombe à fragmentation de la dissolution

Preuve est faite que lancer une bombe à fragmentation en plein milieu du champ politique peut faire de gros dégâts. L'annonce-surprise de la dissolution de l'Assemblée par Emmanuel Macron a provoqué une déflagration telle qu'elle a fissuré les fondations des principales familles politiques du pays.

L'effet le plus spectaculaire se produit bien sûr chez Les Républicains. La

fuite d'Eric Ciotti, parti se réfugier avec armes et bagages sous les auspices du Rassemblement national, est un coup terrible. Patron du parti, il trahit les siens en traversant une frontière que la tradition de la droite républicaine voulait infranchissable. Et même si les figures du parti LR ont, pour l'essentiel, condamné ce coup bas et refusé d'emboîter le pas au transfuge, la brèche est désormais

ouverte. La marque LR est morte, et c'est tout l'avenir de cette ex-grande formation politique qui est en suspens.

La gauche est elle aussi touchée par les éclats de l'explosion. Le rafistage en urgence d'un accord entre La France insoumise et le reste de la gauche exaspère ceux qui, scandalisés par les outrances et l'antisémitisme des mélenchonades, refusent de sacrifier leur

honneur pour une circonscription. Le Parti socialiste, en particulier, se divise entre ceux qui estiment qu'une «élection n'a pas d'odeur», et ceux qui, à l'instar de Raphaël Glucksmann, pensent qu'on ne peut pas perdre son âme en s'alliant avec les adeptes de la bordérisation tous azimuts et de l'islamo-gauchisme.

Reste le cas de Renaissance, c'est-à-dire du parti de celui qui a jeté la bombe.

Déstabilisé, assuré de perdre de nombreux députés dans la prochaine Assemblée, il remâche son aigreur vis-à-vis d'Emmanuel Macron. Lequel, absorbé par son œuvre de recomposition de la politique française entamée il y a sept ans, n'a pas encore réalisé à quel point sa bombe l'avait lui-même affaibli.

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

Prise contre l'avis des principaux responsables du mouvement, la décision du président des Républicains de s'allier avec Marine Le Pen plonge son parti dans la crise

Alliance LR-RN Ciotti brise l'ultime tabou des gaullistes

Bascule

Le président des Républicains, Eric Ciotti, s'est prononcé mardi sur TF1 pour une alliance électorale avec le Rassemblement national, afin de créer un « bloc des droites » aux élections législatives. Marine Le Pen a salué un « choix courageux ».

Christine Ollivier

DE JACQUES CHIRAC à Nicolas Sarkozy, jamais la droite française, héritière du gaullisme, n'avait accepté de faire alliance avec l'extrême droite. Mardi, le président des Républicains, Eric Ciotti, a ouvert une crise historique au sein de son parti en décidant de briser ce tabou et de conclure un accord électorale avec le Rassemblement national (RN).

Un coup de poker et un séisme pour l'ensemble du paysage politique français dont il a pris l'initiative seul, quitte à provoquer l'explosion de son mouvement, à l'orée d'une campagne législative déjà périlleuse. Face à « l'alliance contre nature » de la gauche avec les « insoumis »

et au « bloc macroniste », le député des Alpes-Maritimes a officiellement renoncé à la ligne « d'autonomie » défendue jusque-là par la direction du parti en défendant sur TF1 la constitution d'un bloc des droites. « Aujourd'hui, LR est trop faible pour s'opposer aux deux blocs les plus dangereux », a-t-il acté. Dès lors, « nous avons besoin d'une alliance en restant nous-mêmes [...] Une alliance avec le Rassemblement national ». Marine Le Pen a aussitôt salué un « choix courageux », ultime étape de sa dédramatisation.

Loin d'être un coup de tête, le choix d'Eric Ciotti a été mûrement réfléchi



par un homme réputé pour son pragmatisme, qui a fait le constat de l'impasse politique dans laquelle se trouve son parti, pris en étau entre le macronisme et la progression du RN.

Stupeur. « C'est un mec rationnel, souligne un conseiller LR. Quand vous êtes le seul parti à être à cheval entre deux blocs, il faut choisir. Or, s'allier avec Renaissance, ça n'a pas été pos-

sible et depuis l'échec électorale des macronistes dimanche, c'est mort ».

Eric Ciotti en a tiré d'autant plus facilement les conclusions qu'il est confronté dans sa circonscription niçoise à un RN ayant recueilli plus de 30% des voix aux européennes, et qu'il fait partie d'une génération de responsables LR qui n'a jamais connu le pouvoir et a peu d'espoir d'y accéder, quand lui rêve depuis longtemps de de-

venir ministre de l'Intérieur. Selon Eric Ciotti, les termes de l'accord conclu avec le parti de Jordan Bardella prévoient que les 61 députés LR sortants, s'ils acceptaient de rejoindre cette nouvelle alliance, n'auraient pas « d'adversaire du RN » face à eux. Par ailleurs, « nous discutons également sur un même nombre de circonscriptions qui pourraient être de conquête », a-

||| Pages 2 à 5

Que vaut la promesse de Le Maire de baisser les prix de l'électricité ?

Bonne nouvelle

C'EST UNE PROMESSE. Bruno Le Maire s'est engagé à ce que les prix de l'électricité baissent de 10% à 15% au 1^{er} février 2025, date habituelle de révision des tarifs réglementés. Une annonce évidemment destinée à répondre aux promesses du RN de baisser la TVA de 20% à 5,5% sur l'électricité, quitte à priver l'Etat de sommes nécessaires pour boucler son budget 2025. L'an prochain, il faudra trouver, au bas mot, plus de vingt milliards pour réduire le déficit de 5,1% à 4,1%, un niveau qui ne

permettrait même pas de stabiliser la dette. Celui qui est encore ministre de l'Economie commencerait-il à ouvrir le porte-monnaie de l'Etat pour financer des promesses électorales ? En réalité,

Bruno Le Maire ne fait qu'anticiper l'effet des baisses des prix sur le marché de gros de l'électricité. Les tarifs réglementés en question sont, en partie, indexés sur les deux dernières années de prix de

marché même si les Français profitent aussi du tarif du nucléaire régulé.

« Avec l'année 2022 qui n'entrera plus dans le calcul des tarifs réglementés, nous devrions avoir une baisse des tarifs de l'électricité en février prochain », explique l'expert Nicolas Goldberg, sur X. « Les prix de gros du marché pour l'an prochain sont de 75 euros par mégawattheure et de 61 euros pour l'année d'après », détaille cet expert du cabinet Colombus consulting qui rédige des notes pour le think tank Terra Nova. « Cette baisse de 10% à 15% est même plutôt prudente », explique-t-il à l'Opinion.

La promesse de Bruno Le Maire est même compatible avec une nouvelle hausse des taxes sur l'électricité. En 2024, ces dernières ne sont pas encore revenues à leur niveau d'avant le bouclier gouvernemental qui a protégé les Français contre une envolée des prix en 2022 et 2023. Cela montre en tout cas que les promesses du RN de baisser la TVA ne sont absolument pas nécessaires pour faire chuter les prix de l'électricité. Pas plus que sortir du marché européen alors que la crise exceptionnelle est terminée. Marc Vignaud

@mvignaud

Glucksmann refuse de s'aligner sur LFI



Mardi matin, l'Opinion révélait que l'entourage de Raphaël Glucksmann, arrivé en tête des formations de gauche aux européennes, allait annoncer son intention de quitter les discussions sur la constitution d'un « Front populaire » en cas d'alignement total de leurs partenaires socialistes sur les positions de La France insoumise.

Page 3

JO: ce que pourrait changer une arrivée du RN à Matignon

L'arrivée d'un nouvel exécutif poserait la question de la pérennité du plan de sécurité de la cérémonie d'ouverture

Atos choisit David Layani et son plan de sauvetage

Le conseil d'administration a opté pour le projet de restructuration de Onepoint au détriment de celui de Daniel Kretnisky

Macron et Scholz, les canards boiteux de l'UE

Les mauvais résultats aux européennes des deux dirigeants affaiblissent l'influence de la France et de l'Allemagne

Page 5

Alliance LR-RN: Ciotti brise l'ultime tabou des gaullistes



« Aujourd'hui, LR est trop faible pour s'opposer aux deux blocs les plus dangereux », estime Eric Ciotti.

|| Suite de la page 1

conquête », a-t-il précisé. De quoi assurer l'existence d'un groupe LR important au sein de la future Assemblée nationale. Seul hic : Eric Ciotti a engagé son parti dans ce revirement stratégique sans demander l'avis des principaux intéressés.

S'il a affirmé avoir le soutien de « dizaines de parlementaires », dont les eurodéputés fraîchement élus, Céline Imart et Christophe Gomart, et du président des jeunes LR, Guilhem Carayon, seule la députée des Alpes-Maritimes, Christelle d'Intorni, une de ses proches, lui a apporté publiquement son soutien.

Passé la stupeur, sa décision a en revanche provoqué une avalanche de réactions scandalisées à droite et d'appels à sa démission, de Laurent Wauquiez à Gérard Larcher en passant par Olivier Marleix, Bruno Retailleau, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse et François Baroin. Eric Ciotti « ne peut plus présider notre mouvement et doit se démettre de son mandat de président des Républicains », a tonné le président du Sénat, Gérard Larcher, sur X.

Quelques minutes auparavant les sénateurs LR, dont leur président Bruno Retailleau, avaient voté à l'unanimité contre tout accord

« Il nous a menti dans un seul but : nous placer dans une situation telle qu'on ne puisse pas se retourner », s'est indigné Bruno Retailleau

avec le RN. Même front du refus du côté de l'Assemblée nationale, où les députés LR étaient nombreux mardi à marquer leur refus d'une alliance avec le Rassemblement national, en termes parfois vifs. « Nous savons désormais qu'en juin 1940, Eric Ciotti n'aurait jamais traversé la Manche », a ainsi asséné Julien Dive, élu de l'Aisne et proche de Xavier Bertrand. « Eric Ciotti n'engage que lui, a aussi prévenu le président des députés LR, Olivier Marleix. Il doit quitter la présidence des Républicains ».

Trahison. Les mots de Laurent Wauquiez étaient tout aussi sévères. « Je crois à la politique qui est faite dans la clarté, en défendant ses idées, a souligné le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Parfois on convainc, parfois on ne convainc pas, mais on ne trahit jamais ». Car rarement trahison aura été aussi éclatante que celle subie mardi par le candidat putatif de LR pour 2027, qui voit ainsi son principal allié, élu à la tête du parti avec son soutien et la promesse de soutenir sa candidature à la présidentielle, le sacrifier sur l'autel d'une alliance avec l'adversaire RN le jour où il annonce sa candidature aux législatives en Haute-Loire. Seulement voilà, « Wauquiez a déçu tout le monde et ça fait deux ans qu'il dit qu'il ne faut surtout pas bouger », assène un stratège LR.

Placé devant le fait accompli comme le reste du parti et après voir appris via *Le Figaro* que le chef de LR se préparait à nouer une alliance avec l'extrême droite, Laurent Wauquiez n'est parvenu à joindre Eric Ciotti qu'en fin de matinée, après « d'innombrables appels », selon un proche. La conversation entre les deux hommes a été brève. Eric Ciotti lui a confirmé sa décision. « Tu fais une terrible erreur, lui a répondu Laurent Wauquiez. Tu es totalement isolé, je te désavouerais publiquement ».

La veille au soir, réunis dans le bureau de Gérard Larcher, Eric Ciotti, les présidents de groupe Olivier Marleix et Bruno Retailleau, la secrétaire générale du parti Annie Genevard et la tête de liste LR aux européennes, François-Xavier Bellamy, étaient pourtant tombés d'accord sur une stratégie « d'autonomie jusqu'au premier tour » des législatives, vis-à-vis d'Emmanuel Macron comme du RN. Sans que le député des Alpes-Maritimes manifeste à aucun moment son désaccord. « Il a menti, s'est indigné Bruno Retailleau lors d'une conférence de presse, la voix tremblante de colère. Il nous a menti dans un seul but : pour nous placer dans une situation telle qu'on ne puisse pas se retourner. Tout cela a été mûrement réfléchi mais surtout camouflé. C'est de la déloyauté ».

De fait, les opposants à la ligne Ciotti au sein de LR sont désormais engagés dans une course contre la montre qu'ils ne sont pas certains de gagner, alors que les candidats aux législatives ont jusqu'à dimanche pour déposer leur dossier de candidature en préfecture. « Ils l'ont tous sous-estimé, comme d'habitude », soupire un conseiller LR. Malgré la pression écrasante qu'il subit, le Niçois a en effet des cartes en main. « Mon mandat, je le tiens des militants et seuls les militants peuvent me l'enlever », a-t-il ainsi rappelé, alors que les barons LR s'activent en coulisse pour le pousser vers la sortie.

Délai limite. De fait, seul le président du parti peut convoquer un bureau politique (BP), l'instance exécutive du mouvement. Un quart des membres du conseil national, le parlement du mouvement, peuvent l'y contraindre, selon les statuts de LR, mais le chef du parti a alors huit jours pour réunir le BP... Trop tard. Le délai limite pour le dépôt des candidatures aura alors expiré.

Ces dernières heures, la bataille se jouait donc autour de la Commission nationale d'investiture (CNI) de LR, qui « a autorité pour préparer les investitures » aux élections selon les statuts du parti. Cette instance collective, où siègent notamment François-Xavier Bellamy, Annie Genevard et les présidents de groupe, est présidée par Michèle Tabarot, hostile à la décision d'Eric Ciotti.

Reste que le président de LR peut aussi se prévaloir du soutien d'une grande partie des adhérents, voire des électeurs LR, sensibles pour beaucoup à la perspective d'une « union des droites », surtout depuis qu'ils ont vu se reconstituer lundi soir l'alliance des gauches. « Le PS aurait le droit de s'allier avec les insoumis, parti antisémite, et on n'aurait pas le droit de s'allier avec Marine Le Pen, qui est devenue respectable ? Pour nos électeurs, c'est incompréhensible », affirme un conseiller LR.

Mais déjà, les appétits s'aiguisent autour du cadavre à la renverse des Républicains. Dénonçant une alliance « consternante » et « contre nature », le président d'Horizons, Edouard Philippe, a « évidemment tendu la main » aux élus LR hostiles à l'accord avec le RN. « Tous ceux qui veulent me rejoindre sont les bienvenus », a-t-il assuré sur BFMTV quand le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a appelé à « faire une place dans notre majorité à tous les élus et militants LR qui refusent la collaboration ».

« Rejoignez-moi, rejoignez-nous, venez à Nouvelle énergie », a également lancé sur X le maire de Cannes, David Lisnard, pourtant membre de LR. Déjà, des élus, tels que la sénatrice Sophie Primas, annonçaient leur départ. L'agonie des Républicains ne fait que commencer.

@Chr_Ollivier

Marion Maréchal et Reconquête largués par le RN

COMBLE DE L'HISTOIRE, l'union se fera sans elle. Marion Maréchal, chantre de « l'union des droites », a assisté mardi à l'alliance entre Eric Ciotti, le patron des Républicains, et le Rassemblement national, sa famille d'origine politique et de sang. Elle et Eric Zemmour resteront finalement sur le bord de la route. L'annonce du coup de théâtre est tombée à la mi-journée, après qu'Eric Ciotti a dévoilé son ralliement au RN sur TF1 en vue des élections législatives. « Conditions politiques pas réunies », avancent des proches de Marine Le Pen, sans plus de précision.

Rue Goujon, milieu d'après-midi. Marion Maréchal s'extirpe de son taxi, le visage fermé, et s'engouffre dans le siège de Reconquête, sans un regard pour les journalistes. Cela fait plus de deux heures qu'Eric Zemmour et ses proches l'attendent pour des explications. Elles seront courtes. Cinq minutes filent et la nouvelle eurodéputée fuit les lieux. Toujours sans un mot. Quelques minutes plus tard, Nicolas Bay et Guillaume Peltier s'exfilent - silence radio -, suivis de Stanislas Rigault.

Des zemmouristes rapportent la scène à laquelle ils viennent d'assister. Marion Maréchal a rapporté l'échec des négociations au leader du parti, qui a gardé le silence. Le RN se serait montré favorable hier, intraitable aujourd'hui. Dans un communiqué, l'ex-tête de liste aux européennes est plus disert : « Malgré mes tentatives de négociation, le regrettable argument qui m'a été avancé (est) qu'ils ne souhaitent aucune association directe ou indirecte avec Eric Zemmour ».

Alors que les tractations sont intenses entre familles politiques depuis l'annonce choc de la dissolution dimanche par Emmanuel Macron et la déflagration d'un RN à plus de 31%, la nièce de Marine Le Pen a essuyé une violente gifle. Faut-il y voir un lien avec l'arrivée du président de LR, lâché par une large partie de sa famille politique ?



Jordan Bardella est fortement opposé au retour de Marion Maréchal dans le giron du RN.

« Entre autres », glisse un cadre mariniste. Une source externe formule une autre hypothèse : « Ils se sont organisés pour la tuer. »

Mardi matin sur CNews, Marion Maréchal a eu des mots peu tendres à l'encontre de son chef de parti. « On ne s'est pas toujours compris dans cette élection avec Eric. J'ai été beaucoup attaquée en interne. Je suis soutenue dans cette démarche de dialogue par Guillaume Peltier et Nicolas Bay », a-t-elle énoncé, laissant penser à une mainmise sur le parti par cette dernière phrase. Contactés, les deux intéressés n'ont pas répondu à nos sollicitations.

Au sein de Reconquête, l'atmosphère est et demeure glaciale entre deux clans qui se détestent. « Quelles sont leurs conditions ? Elle ne veut pas répondre et nous, on ne sait rien. Juste que Jordan Bardella et Marine Le Pen décident de tout », s'indignait un cadre zemmouriste le midi, lassé des longs silences que leur oppose l'ex-icône du Front national depuis des semaines. « On ne sait pas si on ne peut pas lui faire confiance ou si elle ne sait simplement pas gérer ses émotions », glissait le même sur un marché avant le scrutin du 9 juin.

Assassins. Il faut dire que Marion Maréchal a, selon les termes de ses proches, vécu une campagne très longue et douloureuse, minée par des « off » assassins dans la presse. D'un côté, l'équipe d'Eric Zemmour, convaincue de devoir cibler un RN en pleine aspiration de leur voix, de l'autre, la sienne, préférant le préserver pour ne pas vexer ces mêmes électeurs. La guerre de tranchées s'est muée en véritable aversion. A force de clins d'œil très appuyés, la candidate a même été suspectée de trahison. « Elle n'insulte pas l'avenir », relevait un zemmouriste durant la campagne. « A jouer sur les deux tableaux, elle a tout perdu », conclut un autre, qui remarque qu'elle n'employait plus le nom « Reconquête ». Un groupe commun avec Nicolas Dupont-Aignan lié au RN aurait été évoqué.

Quelle suite pour Reconquête ? Eric Zemmour ne compte pas se présenter aux législatives. Ni dans la circonscription du Var où il a échoué au premier tour en 2022, ni ailleurs. « C'est un sortant du RN là-bas », argue un proche. Concernant les investitures, le patron réunit les cent responsables départementaux mardi soir afin de prendre une décision. Pour le reste, difficile d'imaginer le parti se relever indemne après de telles querelles.

Au sein de la formation à la flamme, seuls les plus conservateurs souhaitaient un retour de l'élu au bercail. Jordan Bardella lui-même était fortement opposé à cette idée. L'ouverture à droite que l'ex-députée du Vaucluse incarnait, lui-même la réalise. A la veille du scrutin, un proche soutenait : « Les excès de Reconquête sont fatigants et lourds. Ils font penser au menu maxi best of au MacDo. Ils imposeront quoi qu'il arrive. »

Nina Jackowski
@Nina_Jacks

Le Medef dénonce les « fascismes » des extrêmes, de gauche ou de droite

« C'EST TRÈS PERTURBANT POUR NOUS. » Le tourbillon politique dans lequel le pays est plongé fait sortir le président du Medef de sa ligne, qui se veut politiquement neutre, en théorie du moins. Mardi matin, lorsque Patrick Martin s'exprime aux Assises du dialogue social, le souhait d'Eric Ciotti d'une alliance entre Les Républicains et le Rassemblement national n'était pas encore formulé. La nuit précédente, les partis de gauche venaient d'annoncer leur volonté de former un « Front populaire », y compris avec La France Insoumise.

Le patron des patrons se dit « très préoccupé par une fracture progressive mais assez rapide de notre pays » et veille « à ce que l'entreprise (s'en) protège ». Au passage, il « dénonce un fascisme d'extrême gauche au même titre qu'il existe un fascisme d'extrême droite. Quand on regarde d'où viennent les fractures du pays, les violences viennent des deux côtés ».

Programmes. Mais que peut faire une organisation qui se refuse à « devenir les idiots utiles de telle ou telle formation » politique et reste « déterminée à ne pas se laisser instrumentaliser » ? Un peu plus tôt mardi matin, Bruno Le Maire appelait au micro de RMC les

organisations patronales à « dire clairement ce qu'elles pensent des programmes économiques des uns et des autres ».

Patrick Martin n'a pas attendu le cri d'alarme du ministre de l'Économie. Lundi, comme l'a révélé l'AFP, il a proposé aux deux autres chefs de file patronaux de faire une déclaration commune sur les propositions économiques auxquelles elles seraient opposées. L'initiative est tombée à l'eau. « Trop tôt dans la campagne, justifie Michel Picon, président de l'U2P. Il est plus efficace et utile d'éclairer pied à pied les propositions des partis préjudiciables aux TPE. On verra plus tard dans l'avancée de la campagne. »

Alors en attendant, le Medef prend la parole. Mardi midi, un communiqué dont il est le seul signataire apporte son soutien à ceux qui poursuivront la réforme du marché du travail, baisseront les impôts de production et les charges sociales et se désolidarise de « certains (qui) proposent des mesures économiques contraires à ces objectifs », comme le retour à la retraite « à 60 ans ou 62 ans » ou l'opposition à la liberté de circulation et au libre-échange.

Sarah Spitz
@sarah_spritz

Pourquoi Raphaël Glucksmann refuse un « Front populaire » aux conditions de la France insoumise

COMMENT LES QUATRE COMPOSANTES historiques de la gauche ont-elles réussi à acter en une demi-journée ce qu'elles n'ont pas su faire (ou voulu) faire aux européennes ? Un petit miracle se serait-il produit au siège des Verts, lundi soir ? A quatre jours d'une dissolution décidément imprévisible, dans un café place de la Bastille, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, se montrait prudent sur l'ampleur du « feu d'artifice unitaire » à prévoir pour l'après 9 juin : « On ne répare pas tout en quelques heures d'un trait de plume après s'être battus comme des chiffonniers. Pour faire un pas de fourmi, il faut parfois des années de discussion et de confiance », confiait-il, tout en espérant que les dissidents insoumis sortent du bois, à commencer par François Ruffin et Clémentine Autain.

De fait, la campagne des européennes aura laissé des séquelles. Pour Raphaël Glucksmann, il est aujourd'hui inconcevable de s'allier avec des insoumis, dont il a continuellement dénoncé « les outrances et les invectives », et réproche les positions en matière internationale. Sa collègue eurodéputée Aurore Lalucq avait la difficile mission de négocier avec eux pour le compte de Place publique. Hier, en fin de journée, elle a eu le sentiment d'être lâchée en rase campagne par les apparatchiks du PS, de retour aux affaires après avoir laissé les mains libres à leur candidat aux européennes pour fustiger les méthodes de Jean-Luc Mélenchon.

« Aurore n'aurait jamais dû être seule à représenter Place publique, elle s'est retrouvée dans une situation intenable. En quelques minutes, elle a vu le capital politique de Ra-

« On a posé des conditions, s'ils ne sont pas d'accord, on ne fera pas partie de ce truc »

phaël partir en fumée », rapporte un conseiller du candidat arrivé en troisième position dimanche. « On a bien senti qu'il y avait du flottement dans l'air entre le PS et Place publique. Ils ont demandé de nombreuses suspensions de séance. Aurore Lalucq a essayé de créer des clivages artificiels, notamment sur l'Ukraine », relate un cadre insoumis en première ligne dans les discussions.

« Principes fondamentaux ». Tout juste 24 heures après avoir réalisé un score de 14%, la tête de liste PS-Place publique voit lui échapper ce « cap clair », dont il espérait être « le garant et le gardien ». C'était sans compter l'expérience d'Olivier Faure et consorts. Le chantage est on ne peut plus simple : « quiconque fait échec à l'union sera tenu pour responsable de l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon ». Un argument renforcé par l'annonce d'une alliance de la droite LR avec l'extrême droite RN. Haro, donc, sur les fossesoyeurs du « Front populaire », engoncés dans leur pudeur morale vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon et son « antisémitisme résiduel ». « Si toute concession est caractérisée comme une compromission, alors aucune coalition n'est possible », prévient le socialiste Laurent Baumel.

Auprès de l'Opinion, ce mardi matin, les équipes de Raphaël Glucksmann ont tenté de résister tant bien que mal au « qu'en-dira-t-on insoumis », de peur d'apparaître comme les responsables de l'échec des discussions. De là à se fondre dans la radicalité insoumise, pas question. « Il n'y a pas eu et il n'y aura pas d'accord avec LFI. Place publique a signé un texte comme quoi la totalité des partis de gauche ferait le maximum pour lutter contre l'extrême droite. Mais ce n'est pas aux dépens de nos principes fondamentaux. On a posé des conditions, s'ils ne sont pas d'accord, on ne fera pas partie de ce truc », avertissait un conseiller de Glucksmann.

Une manière de dire que si les lieutenants de LFI se rangent sur une ligne social-démocrate et pro-européenne débarrassée de la

phaël partir en fumée », rapporte un conseiller du candidat arrivé en troisième position dimanche. « On a bien senti qu'il y avait du flottement dans l'air entre le PS et Place publique. Ils ont demandé de nombreuses suspensions de séance. Aurore Lalucq a essayé de créer des clivages artificiels, notamment sur l'Ukraine », relate un cadre insoumis en première ligne dans les discussions.

« Principes fondamentaux ». Tout juste 24 heures après avoir réalisé un score de 14%, la tête de liste PS-Place publique voit lui échapper ce « cap clair », dont il espérait être « le garant et le gardien ». C'était sans compter l'expérience d'Olivier Faure et consorts. Le chantage est on ne peut plus simple : « quiconque fait échec à l'union sera tenu pour responsable de l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon ». Un argument renforcé par l'annonce d'une alliance de la droite LR avec l'extrême droite RN. Haro, donc, sur les fossesoyeurs du « Front populaire », engoncés dans leur pudeur morale vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon et son « antisémitisme résiduel ». « Si toute concession est caractérisée comme une compromission, alors aucune coalition n'est possible », prévient le socialiste Laurent Baumel.

Auprès de l'Opinion, ce mardi matin, les équipes de Raphaël Glucksmann ont tenté de résister tant bien que mal au « qu'en-dira-t-on insoumis », de peur d'apparaître comme les responsables de l'échec des discussions. De là à se fondre dans la radicalité insoumise, pas question. « Il n'y a pas eu et il n'y aura pas d'accord avec LFI. Place publique a signé un texte comme quoi la totalité des partis de gauche ferait le maximum pour lutter contre l'extrême droite. Mais ce n'est pas aux dépens de nos principes fondamentaux. On a posé des conditions, s'ils ne sont pas d'accord, on ne fera pas partie de ce truc », avertissait un conseiller de Glucksmann.

Une manière de dire que si les lieutenants de LFI se rangent sur une ligne social-démocrate et pro-européenne débarrassée de la



La tête de liste PS-Place publique, lundi soir, au 20 heures de France 2.

conflictualité permanente, alors il peut y avoir un terrain d'accord. Illusoire. Le coup politique d'Eric Ciotti contraint la gauche à avancer à marche forcée d'ici au dépôt des candidatures, en fin de semaine. Les tenants de la ligne Glucksmann doivent se soumettre ou se démettre car, d'après le premier communiqué siglé « Front populaire », « le choix est désormais clair et unique ».

« Marqueur de rupture ». Rue des Petits-Hôtels, dans le X^e arrondissement de Paris, l'euphorie de la veille a rapidement cédé place à la vigilance sur les points programmatiques, voire à la méfiance sur le partage des circonscriptions. Tout juste si l'on entend l'écho de cette foule manifestante en train de s'époumonner « Et la jeunesse exige le Front populaire ! Et la jeunesse exige le Front populaire ! »

devant des artisans du Front populaire aux anges. La pression devait servir à dégripper les appareils politiques, à bousculer les tambouilles internes.

En vérité, nul n'est disposé à brader ses circonscriptions. Sûrement pas Manuel Bompard qui, s'il a confirmé son intention de

L'insoumis en chef a encore des atouts en mains, pas l'eurodéputé qui a grillé sa dernière cartouche en avançant le nom de l'ancien patron de la CFDT, Laurent Berger, pour rejoindre Matignon

« travailler à des candidatures communes au premier tour », n'y est disposé que « pour défendre un programme de rupture ». Un « marqueur de rupture », condition sine qua non posée par Jean-Luc Mélenchon, très actif bien que physiquement absent des conciliabules.

L'insoumis en chef a encore des atouts en mains, pas Raphaël Glucksmann qui a grillé sa dernière cartouche en avançant le nom de l'ancien patron de la CFDT, Laurent Berger, pour rejoindre Matignon. Jusqu'ici, la question de l'incarnation avait été soigneusement mise de côté par les grands pontes de l'ex-Nupes. Priorité est donnée au partage des circonscriptions, autre véritable casse-tête. Et là encore, Olivier Faure fait preuve de savoir-faire politique. A quelques heures d'un conseil national PS à haut risque, il est allé donner des gages à ses 64 sénateurs dans le huis clos du Palais du Luxembourg. Avec une possible bonne nouvelle : les socialistes caressent le chiffre de 170 investitures, soit une centaine de plus qu'en 2022. Le rééquilibrage est en cours.

@A_Oberdorff

Le jour où Eric Ciotti a réalisé la prophétie de Jean-Luc Mélenchon

LES DIGUES RÉPUBLICAINES ONT CÉDÉ. Rien, pas même les désaveux cinglants des barons LR, ne saurait limiter la portée de la décision d'Eric Ciotti d'appeler à une alliance avec le RN aux législatives. Le vieux fantasme de l'union des droites prend forme. Après avoir voulu dissoudre La France Insoumise, qualifiée d'« ennemi de la République », le président des LR a dissous sa famille politique dans le creuset lepéniste afin d'éviter que l'union des gauches n'accède au pouvoir. « Honte à vous, Monsieur Ciotti ! Honte à vous ! », a vitupéré l'écologiste Sandrine Rousseau, folle de rage en apercevant le chef niçois devant le siège des Républicains, à deux pas du Palais-Bourbon. « Si Eric Ciotti agite la menace du Front populaire, alors cela veut bien dire qu'il croit à notre victoire. Alors, nous aussi, croyons-y ! », préconise l'insoumis Alexis Corbière, déjà prêt à battre la campagne sur sa circonscription populaire de Seine-Saint-Denis.

« Abattez la citadelle ». La tectonique des plaques enclenchée par Emmanuel Macron avec la dissolution de l'Assemblée nationale a réalisé, sans le vouloir, une prophétie énoncée depuis longtemps par Jean-Luc Mélenchon : « A la fin, ce sera eux contre nous ». Les lecteurs attentifs de l'Ere du peuple (2014) maîtrisent cette théorie : d'abord, « l'obsolescence de l'UMP » incarnée par la fin du quinquennat Hollande, puis « l'effondrement de l'extrême centre macroniste » et, enfin, la coagulation de la droite et de l'extrême droite. « Le front populaire contre front national, nous y sommes », observe Alexis Corbière.

Il faut avoir été un « bébé Mélenchon », avoir baigné dans la psyché du leader de LFI pour saisir ces cycles historiques. L'un de ses anciens élèves à Massy imagine le soir du second tour des législatives, le 7 juillet prochain : « Si Marine Le Pen gagne, il y aura un 10 mai 1981 inversé. Pour contrer cette liesse populaire, Jean-Luc cherchera à introduire une atmosphère insurrectionnelle dans le pays pour apparaître comme le recours dans la tempête ». Retranché dans son bureau du Xe arrondissement, le septuagé-

naire ressent-il cette dynamique d'accélération de l'histoire ? Tout au long de sa campagne européenne, le tribun n'a cessé d'appeler « le peuple de la jeunesse et des quartiers populaires » à « abattre la citadelle ».

A présent que le paysage politique hérité de 1945 se décompose, plus question de négocier dans les négociations pour bâtir un « Front populaire ». Ceux qui, comme Raphaël Glucksmann, refuseront de frayer avec les mélenchonistes en

En l'espace de 24 heures, ceux qui s'indignaient de voir le leader insoumis parler d'un « antisémitisme résiduel » dans le pays sont prêts à faire table rase

raison de leurs ambiguïtés sur l'antisémitisme, passeront pour des irresponsables. « La France peut avoir Bardella à Matignon, Marion Maréchal à l'Education, Eric Ciotti à l'Intérieur et Glucksmann vient se plaindre parce qu'on lui a mal parlé sur Twitter ? De quelle « compromission morale » il parle ? », tacle ainsi l'ancien patron des Verts, David Cormand.

En l'espace de 24 heures, ceux qui s'indignaient de voir Jean-Luc Mélenchon parler d'un « antisémitisme résiduel » dans le pays sont prêts à faire table rase. Le vieux sage - pas encore candidat déclaré aux législatives, ni au poste de Premier ministre - a-t-il senti le vent tourner en sa faveur ? « Il est important de comprendre que nous ne visons pas un « effet défensif » mais une logique de conquête démocratique », a-t-il écrit lundi soir dans un style étonnamment policé. De nouveau, l'unité impose ses codes : rangez le blouson en cuir, revoici le costume clair des époques électorales.

A. O.

GUIMET CHINE

吉美中国

2024

du 12 juin

au 16 septembre 2024

AU CŒUR DE LA COULEUR

Chefs-d'œuvre de la porcelaine monochrome chinoise (8^e-18^e siècle)

Avec des prêts exceptionnels de la collection Richard W.C. Kan / Zhuyuetang

MUSÉE GUIMET

LOEWE

MUSÉE NATIONAL DES ARTS ASIATIQUES - GUIMET

5, place d'Iéna, 75116 Paris

www.guimet.fr

Pourquoi Raphaël Glucksmann refuse un « Front populaire » aux conditions de la France insoumise

COMMENT LES QUATRE COMPOSANTES historiques de la gauche ont-elles réussi à acter en une demi-journée ce qu'elles n'ont pas su faire (ou voulu) faire aux européennes ? Un petit miracle se serait-il produit au siège des Verts, lundi soir ? A quatre jours d'une dissolution décidément imprévisible, dans un café place de la Bastille, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, se montrait prudent sur l'ampleur du « feu d'artifice unitaire » à prévoir pour l'après 9 juin : « On ne répare pas tout en quelques heures d'un trait de plume après s'être battus comme des chiffonniers. Pour faire un pas de fourmi, il faut parfois des années de discussion et de confiance », confiait-il, tout en espérant que les dissidents insoumis sortent du bois, à commencer par François Ruffin et Clémentine Autain.

De fait, la campagne des européennes aura laissé des séquelles. Pour Raphaël Glucksmann, il est aujourd'hui inconcevable de s'allier avec des insoumis, dont il a continuellement dénoncé « les outrances et les invectives », et réproche les positions en matière internationale. Sa collègue eurodéputée Aurore Lalucq avait la difficile mission de négocier avec eux pour le compte de Place publique. Hier, en fin de journée, elle a eu le sentiment d'être lâchée en rase campagne par les apparatchiks du PS, de retour aux affaires après avoir laissé les mains libres à leur candidat aux européennes pour fustiger les méthodes de Jean-Luc Mélenchon.

« Aurore n'aurait jamais dû être seule à représenter Place publique, elle s'est retrouvée dans une situation intenable. En quelques minutes, elle a vu le capital politique de Raphaël partir en fumée », rapporte un conseiller du candidat arrivé en troisième position dimanche. « On a bien senti qu'il y avait du flottement dans l'air entre le PS et Place publique. Ils ont demandé de nombreuses suspensions de séance. Aurore Lalucq a essayé de créer des clivages artificiels, notamment sur l'Ukraine », relate un cadre insoumis en première ligne dans les discussions.

« On a posé des conditions, s'ils ne sont pas d'accord, on ne fera pas partie de ce truc »

« Principes fondamentaux ». Tout juste 24 heures après avoir réalisé un score de 14%, la tête de liste PS-Place publique voit lui échapper ce « cap clair », dont il espérait être « le garant et le gardien ». C'était sans compter l'expérience d'Olivier Faure et consorts. Le chantage est on ne peut plus simple : « quiconque fait échec à l'union sera tenu pour responsable de l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon ». Un argument renforcé par l'annonce d'une alliance de la droite LR avec l'extrême droite RN. Haro, donc, sur les fossoyeurs du « Front populaire », engoncés dans leur pudeur morale vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon et son « antisémitisme résiduel ». « Si toute concession est caractérisée comme une compromission, alors aucune coalition n'est possible », prévient le socialiste Laurent Baumel.

Auprès de l'Opinion, ce mardi matin, les équipes de Raphaël Glucksmann ont tenté de résister tant bien que mal au « qu'en-dira-t-on insoumis », de peur d'apparaître comme les responsables de l'échec des discussions. De là à se fondre dans la radicalité insoumise, pas question. « Il n'y a pas eu et il n'y aura pas d'accord avec LFI. Place publique a signé un texte comme quoi la totalité des partis de gauche ferait le maximum pour lutter contre l'extrême droite. Mais ce n'est pas aux dépens de nos principes fondamentaux. On a posé des conditions, s'ils ne sont pas d'accord, on ne fera pas partie de ce truc », avertissait un conseiller de Glucksmann.

Une manière de dire que si les lieutenants de LFI se rangent sur une ligne social-démocrate et pro-européenne débarrassée de la

phaël partir en fumée », rapporte un conseiller du candidat arrivé en troisième position dimanche. « On a bien senti qu'il y avait du flottement dans l'air entre le PS et Place publique. Ils ont demandé de nombreuses suspensions de séance. Aurore Lalucq a essayé de créer des clivages artificiels, notamment sur l'Ukraine », relate un cadre insoumis en première ligne dans les discussions.

« Principes fondamentaux ». Tout juste 24 heures après avoir réalisé un score de 14%, la tête de liste PS-Place publique voit lui échapper ce « cap clair », dont il espérait être « le garant et le gardien ». C'était sans compter l'expérience d'Olivier Faure et consorts. Le chantage est on ne peut plus simple : « quiconque fait échec à l'union sera tenu pour responsable de l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon ». Un argument renforcé par l'annonce d'une alliance de la droite LR avec l'extrême droite RN. Haro, donc, sur les fossoyeurs du « Front populaire », engoncés dans leur pudeur morale vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon et son « antisémitisme résiduel ». « Si toute concession est caractérisée comme une compromission, alors aucune coalition n'est possible », prévient le socialiste Laurent Baumel.

Auprès de l'Opinion, ce mardi matin, les équipes de Raphaël Glucksmann ont tenté de résister tant bien que mal au « qu'en-dira-t-on insoumis », de peur d'apparaître comme les responsables de l'échec des discussions. De là à se fondre dans la radicalité insoumise, pas question. « Il n'y a pas eu et il n'y aura pas d'accord avec LFI. Place publique a signé un texte comme quoi la totalité des partis de gauche ferait le maximum pour lutter contre l'extrême droite. Mais ce n'est pas aux dépens de nos principes fondamentaux. On a posé des conditions, s'ils ne sont pas d'accord, on ne fera pas partie de ce truc », avertissait un conseiller de Glucksmann.

Une manière de dire que si les lieutenants de LFI se rangent sur une ligne social-démocrate et pro-européenne débarrassée de la



La tête de liste PS-Place publique, lundi soir, au 20 heures de France 2.

conflictualité permanente, alors il peut y avoir un terrain d'accord. Illusoire. Le coup politique d'Eric Ciotti contraint la gauche à avancer à marche forcée d'ici au dépôt des candidatures, en fin de semaine. Les tenants de la ligne Glucksmann doivent se soumettre ou se démettre car, d'après le premier communiqué siglé « Front populaire », « le choix est désormais clair et unique ».

« Marqueur de rupture ». Rue des Petits-Hôtels, dans le X^e arrondissement de Paris, l'euphorie de la veille a rapidement cédé place à la vigilance sur les points programmatiques, voire à la méfiance sur le partage des circonscriptions. Tout juste si l'on entend l'écho de cette foule manifestante en train de s'époumonner « Et la jeunesse exige le Front populaire ! Et la jeunesse exige le Front populaire ! » devant

des artisans du Front populaire aux anges. La pression devait servir à dégraisser les appareils politiques, à bousculer les tambouilles internes. En vérité, nul n'est disposé à brader ses circonscriptions. Sûrement pas Manuel Bompard qui, s'il a confirmé son intention de « travailler à des candidatures communes au

L'insoumis en chef a encore des atouts en mains, pas l'eurodéputé qui a grillé sa dernière cartouche en avançant le nom de l'ancien patron de la CFDT, Laurent Berger, pour rejoindre Matignon

premier tour », n'y est disposé que « pour défendre un programme de rupture ». Un « marqueur de rupture », condition sine qua non posée par Jean-Luc Mélenchon, très actif bien que physiquement absent des conciliabules.

L'insoumis en chef a encore des atouts en mains, pas Raphaël Glucksmann qui a grillé sa dernière cartouche en avançant le nom de l'ancien patron de la CFDT, Laurent Berger, pour rejoindre Matignon. Jusqu'ici, la question de l'incarnation avait été soigneusement mise de côté par les grands pontes de l'ex-Nupes. Priorité est donnée au partage des circonscriptions, autre véritable casse-tête. Et là encore, Olivier Faure fait preuve de savoir-faire politique. A quelques heures d'un conseil national PS à haut risque, il est allé donner des gages à ses 64 sénateurs dans le huis clos du Palais du Luxembourg. Avec une possible bonne nouvelle : les socialistes caressent le chiffre de 170 investitures, soit une centaine de plus qu'en 2022. Le rééquilibrage est en cours.

Antoine Oberdorff
@A.Oberdorff

Le jour où Eric Ciotti a réalisé la prophétie de Jean-Luc Mélenchon

LES DIGUES RÉPUBLICAINES ONT CÉDÉ. Rien, pas même les désaveux cinglants des barons LR, ne saurait limiter la portée de la décision d'Eric Ciotti d'appeler à une alliance avec le RN aux législatives. Le vieux fantasme de l'union des droites prend forme. Après avoir voulu dissoudre La France Insoumise, qualifiée d'« ennemi de la République », le président des LR a dissous sa famille politique dans le creuset lepéniste afin d'éviter que l'union des gauches n'accède au pouvoir. « Honte à vous, Monsieur Ciotti ! Honte à vous ! », a vitupéré l'écologiste Sandrine Rousseau, folle de rage en apercevant le chef niçois devant le siège des Républicains, à deux pas du Palais-Bourbon. « Si Eric Ciotti agit la menace du Front populaire, alors cela veut bien dire qu'il croit à notre victoire. Alors, nous aussi, croyons-y ! », préconise l'insoumis Alexis Corbière, déjà prêt à battre la campagne sur sa circonscription populaire de Seine-Saint-Denis.

« Abattez la citadelle ». La tectonique des plaques enclenchée par Emmanuel Macron avec la dissolution de l'Assemblée nationale a réalisé, sans le vouloir, une prophétie énoncée depuis longtemps par Jean-Luc Mélenchon : « A la fin, ce sera eux contre nous ». Les lecteurs attentifs de l'Ere du peuple (2014) maîtrisent cette théorie : d'abord, « l'obsolescence de l'UMP » incarnée par la fin du quinquennat Hollande, puis « l'effondrement de l'extrême centre macroniste » et, enfin, la coagulation de la droite et de l'extrême droite. « Le front populaire contre front national, nous y sommes », observe Alexis Corbière.

Il faut avoir été un « bébé Mélenchon », avoir baigné dans la psyché du leader de LFI pour saisir ces cycles historiques. L'un de ses anciens élèves à Massy imagine le soir du second tour des législatives, le 7 juillet prochain : « Si Marine Le Pen gagne, il y aura un 10 mai 1981 inversé. Pour contrer cette liesse populaire, Jean-Luc cherchera à introduire une atmosphère insurrectionnelle dans le pays pour apparaître comme le recours dans la tempête ». Retranché dans son bureau du Xe arrondissement, le septuagé-

naire ressent-il cette dynamique d'accélération de l'histoire ? Tout au long de sa campagne européenne, le tribun n'a cessé d'appeler « le peuple de la jeunesse et des quartiers populaires » à « abattre la citadelle ».

A présent que le paysage politique hérité de 1945 se décompose, plus question de négocier dans les négociations pour bâtir un « Front populaire ». Ceux qui, comme Raphaël Glucksmann, refuseront de frayer avec les mélenchonistes en

En l'espace de 24 heures, ceux qui s'indignaient de voir le leader insoumis parler d'un « antisémitisme résiduel » dans le pays sont prêts à faire table rase

raison de leurs ambiguïtés sur l'antisémitisme, passeront pour des irresponsables. « La France peut avoir Bardella à Matignon, Marion Maréchal à l'Education, Eric Ciotti à l'Intérieur et Glucksmann vient se plaindre parce qu'on lui a mal parlé sur Twitter ? De quelle « compromission morale » il parle ? », tacle ainsi l'ancien patron des Verts, David Cormand.

En l'espace de 24 heures, ceux qui s'indignaient de voir Jean-Luc Mélenchon parler d'un « antisémitisme résiduel » dans le pays sont prêts à faire table rase. Le vieux sage - pas encore candidat déclaré aux législatives, ni au poste de Premier ministre - a-t-il senti le vent tourner en sa faveur ? « Il est important de comprendre que nous ne visons pas un « effet défensif » mais une logique de conquête démocratique », a-t-il écrit lundi soir dans un style étonnamment policé. De nouveau, l'unité impose ses codes : rangez le blouson en cuir, revoici le costume clair des époques électorales.

A. O.

GUIMET CHINE

吉美中国

2024

du 12 juin

au 16 septembre 2024

AU CŒUR DE LA COULEUR

Chefs-d'œuvre de la porcelaine monochrome chinoise (8^e-18^e siècle)

Avec des prêts exceptionnels de la collection Richard W.C. Kan / Zhuyuetang

MUSÉE GUIMET

LOEWE

MUSÉE NATIONAL DES ARTS ASIATIQUES - GUIMET

5, place d'Iéna, 75116 Paris

www.guimet.fr

Après la dissolution, Emmanuel Macron observe la clarification

LA POUSSIÈRE COMMENCE à retomber. Après le choc de la dissolution, le paysage politique se clarifie. A droite, Les Républicains explosent. A gauche, Raphaël Glucksmann refuse de s'allier avec LFI. Au centre, Emmanuel Macron se frotte les mains. « Manifestement, la clarification est à l'œuvre, observe-t-on dans son entourage. Les oppositions se rassemblent, des accords se nouent. Cela légitime encore plus la dissolution. »

Le pari du président de la République est loin d'être gagné toutefois. Il reste une campagne à mener. Emmanuel Macron voulait en donner le coup d'envoi dès mardi, mais la proposition d'Eric Ciotti de s'allier avec le RN l'a poussé à temporiser et à repousser d'une journée. Ce sera mercredi à Paris, dans une salle réservée par son parti Renaissance, campagne oblige. « Il dira quoi faire et avec qui », explique l'un de ses proches. Au-delà de son programme, le chef de l'Etat va définir les contours de la nouvelle majorité présidentielle qu'il appelle à le soutenir.

Spectateur. Comme depuis 2017, il s'agit d'organiser le clivage entre les progressistes et les conservateurs. Un bloc central contre un bloc d'extrême droite, avec un bloc de gauche qu'il veut cantonner dans le rôle de spectateur. « La Nupes n'a pas de vocation majoritaire, mais une vocation d'opposition pour conserver des places dans l'opposition. Personne ne peut imaginer que ce bloc puisse gouverner un jour », tranche un proche.

Emmanuel Macron ouvre grand les bras aux déçus de la droite d'Eric Ciotti comme aux déçus de la gauche d'Olivier Faure et de Jean-Luc Mélenchon. C'est le dépassement politique, de la droite gaulliste à la gauche social-démocrate, de Gérard Larcher à Raphaël Glucksmann. « Le Président va se positionner sur le bloc central et dire qu'il a la vocation à accueillir », explique-t-on dans son entourage.

En ne se privant pas de souligner les contradictions de la Nupes. « Est-ce que les électeurs de Glucksmann se sentent à l'aise dans cette alliance qui veut faire élire Louis Boyard ou Mathilde Panot ? », grince un visiteur du Président.

Porte-avions. Pour constituer ce bloc central élargi, encore faut-il s'accorder sur un programme. « Nous allons mettre sur la table un projet collectif pour diriger le pays pendant trois ans », promet un proche du Président. Dans son camp, Emmanuel Macron a déjà fait le plein de soutiens, de gré ou de force. « Le Président peut compter sur moi et surtout le pays peut compter sur moi », a assuré Edouard Philippe sur RTL. Du-



Emmanuel Macron doit définir les contours de la nouvelle majorité présidentielle qu'il appelle à le soutenir.

rant le premier quinquennat, l'ancien Premier ministre et transfuge de LR était déjà chargé d'accueillir ses anciens camarades qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation de la droite. A l'Assemblée nationale, son parti Horizon devait jouer le rôle de porte-avions pour permettre aux dissidents de LR de se poser, sans pour autant rejoindre le parti du Président. Une sorte de sas de décompression. Edouard Philippe est toujours là pour les accueillir. « Si on veut construire une nouvelle majorité, il faut partir du principe simple qu'aucun parti à lui seul n'est en mesure de mettre en œuvre quelque chose à la hauteur des Français. Et donc il faut être ouvert, accepter que sur un certain nombre de points on puisse travailler avec d'autres », a-t-il expliqué.

Autre allié du président, François Bayrou a mis de côté la mauvaise humeur qu'il cultivait depuis la nomination de Gabriel Attal à Matignon. Dès l'annonce de la dissolution, le président du MoDem a salué la décision du chef de l'Etat. « Une prise de risque » et « une décision courageuse pour sortir le pays du marasme », selon François Bayrou. Ce qui n'exclut pas des discussions serrées pour négocier les investitures.

Au bout du compte, Emmanuel Macron ne doute pas du succès de son opération. « J'y vais pour gagner ! », a-t-il assuré au *Figaro Magazine* dans l'avion qui le ramenait lundi d'Oradour-sur-Glane où il prolongeait les commémorations du 80^e anniversaire du débarquement. Et pas question de démissionner non plus en cas de défaite aux élections législatives de juin et juillet, comme le lui demande Marine Le Pen. « Ce n'est pas le RN qui écrit la Constitution, ni l'esprit de celle-ci, évacue Emmanuel Macron. Les institutions sont claires, la place du Président, quel que soit le résultat, l'est aussi. C'est un intangible pour moi. » Avant les élections européennes, il assurait aussi qu'il ne tirerait pas d'enseignement national du scrutin. Jusqu'à la déferlante RN.

François-Xavier Bourmaud
@fxbourmaud

« Une cohabitation subtile n'éroderait pas le capital électoral du Rassemblement national »

THIERRY PECH, directeur général du think tank Terra Nova estime que si Jordan Bardella accède à Matignon, il pourrait se contenter de mesures symboliques et poursuivre la dédramatisation de son parti.

La dissolution est-elle une bonne idée ?

Elle était sans doute inévitable à terme. Mais le moment et la méthode sont terriblement destructeurs. La discussion du budget, cet automne, pouvait conduire à une motion de censure, au renversement du gouvernement et à une dissolution. Mais y procéder le soir d'élections européennes largement perdues, à la hussarde et avec à peine trois semaines de campagne est la pire des manières et la moins démocratique, car personne n'a eu le temps de se préparer.

Le pari d'Emmanuel Macron est-il gagnable ?

Probablement non, si le but est d'obtenir une majorité lui permettant de gouverner efficacement. Le Président veut jouer sur la stratégie du vote utile, celle d'un supposé duel entre nationalistes et progressistes, mais les Français sont fatigués de ces contorsions. D'autant que les élections européennes leur ont donné le goût d'un vote selon leur cœur et leur conscience. Ceux du centre gauche qui ont choisi Raphaël Glucksmann risquent de voter pour une alliance de gauche ou d'aller à la pêche si l'offre ne leur convient pas.

Donc le RN a de bonnes chances d'obtenir une majorité claire ?

La France est le dernier pays de l'Union européenne à conserver un scrutin majoritaire à deux tours pour les législatives. Tous les autres pratiquent un scrutin proportionnel ou mixte. Longtemps, ce système a été un rempart contre le RN. Aujourd'hui, il lui ouvre les portes du pouvoir. Le seuil de qualification pour le second tour étant fixé à 12,5% des inscrits, avec une abstention de 50%, seuls peuvent se qualifier les candidats qui dépassent 25% des suffrages exprimés au premier tour. Quand un parti est à plus de 30%, c'est le cas du RN dans une grande partie du territoire, il est assuré d'être présent au second

tour. Avec 34% des voix le 30 juin, selon des prévisions publiées le 10 juin, il obtiendrait près de 200 sièges dans le cas d'un scrutin proportionnel, mais 50 à 60 de plus avec le scrutin majoritaire. Le RN a donc de grandes chances d'obtenir au moins une majorité relative.

Dans ce cas, Emmanuel Macron devra-t-il nommer un Premier ministre RN ?

Cela dépendra de la configuration de l'Assemblée, de la capacité des adversaires du RN à former ou pas une majorité alternative. Mais cette dernière hypothèse est très aléatoire. On voit difficilement les élus Renaissance, MoDem et Horizons nouer une alliance avec la Nupes ou l'équivalent. Et même si l'on décomposait cet ensemble, il faudrait qu'un nombre suffisant de socialistes et d'écologistes soient élus, puis y ajouter des voix LR afin que le camp présidentiel obtienne la majorité. Ce n'est pas gagné. Appeler à Matignon un représentant du RN ou de la coalition qu'il aura formée avec Reconquête et une partie des LR reste le scénario le plus probable.

Et celui d'une majorité absolue en sa faveur ?

Il n'est pas exclu. Avec une prévision allant jusqu'à 265 sièges aujourd'hui, le RN se situerait à 24 sièges de la majorité absolue (289). Une dynamique de campagne marquée par une alliance avec une partie des LR peut provoquer un élan à leur profit.

Que serait une cohabitation entre Macron et un gouvernement RN ?

Beaucoup d'observateurs raisonnent à partir de la cohabitation de 1986-1988 : on dit qu'elle a été fatale à celui qui occupait Matignon, Jacques Chirac, battu par François Mitterrand lors de la présidentielle de 1988. On en tire la conclusion que le RN va s'user à Matignon et compromettre ses chances pour 2027. Cette analogie est dangereuse. D'abord, Emmanuel Macron ne peut pas être candidat à sa réélection. Ensuite, Jacques Chirac, en 1986, déroule activement un programme très offensif. Je ne suis pas sûr que le RN en ferait autant. Il pourrait plutôt s'inspi-

rer de la cohabitation d'Edouard Balladur avec François Mitterrand (1993-1995), faire tourner le ballon comme on dit au foot, se limiter à quelques mesures symboliques et poursuivre sa stratégie de dédramatisation. Tout en disant à l'électorat : on pourrait faire plus, mais l'état de droit, le juge constitutionnel, le Président et l'Europe nous en empêchent. Donnez-nous tous les pouvoirs en 2027 et vous allez voir ce que vous allez voir. Cette cohabitation subtile n'éroderait pas le capital électoral du RN. D'autant que Marine Le Pen a fait savoir qu'elle n'irait pas à Matignon afin de se préserver pour 2027.

Ce scénario invalide la thèse d'Emmanuel Macron : en trois ans à Matignon, le RN va faire la preuve de son incompétence.

Oui, mais le RN devra quand même régler des problèmes très compliqués. Je ne pense pas que ce parti dispose du personnel et des compétences nécessaires. Ces questions se poseraient dès l'été avec la construction d'un projet de loi de finances. L'épreuve n'est pas insurmontable, mais réelle.

Et dans le cas où le RN détient une majorité absolue ?

Dans cette hypothèse, le RN peut dérouler son programme. Il serait très coûteux pour les finances publiques, on en verrait les incohérences. Cela mettrait notre pays en danger. Il existe un autre scénario, celui d'une victoire éclatante. Le RN pourrait alors refuser Matignon en disant au Président : les Français ne veulent plus de vous. Celui-ci n'aurait d'autre projet que la démission. Toutefois, il serait difficile pour le RN de renoncer à exercer le pouvoir après l'avoir conquis.

Interview Corinne Lhaik
@clhaik

Le président de la République n'est pas « fou », mais...

« ETES-VOUS FOU ? » demande *Le Figaro magazine* au président de la République dans une interview en date du 11 juin. Qu'un journal sérieux adresse cette question au détenteur du pouvoir suprême en dit long sur les interrogations que le chef de l'Etat suscite. Car la dissolution surprise annoncée le 9 juin ne répond pas aux critères de la rationalité : pourquoi provoquer brutalement une élection (probablement) perdante quand on n'y est pas contraint ? La réponse n'est pas à chercher dans la santé mentale du Président, mais dans sa psychologie. Elle a toujours expliqué ses comportements, elle a été la clef de son succès. Sous ce second quinquennat, elle devient son boulet.

Le coup d'éclat du 9 juin ressort davantage d'une pulsion que d'une réflexion. Celle-ci existe bien et les conseillers de l'Elysée s'emploient à répandre des éléments de langage puisés dans l'univers de la logique : profiter de la faiblesse électorale de la droite et des divisions de la gauche ; anticiper un geste nécessaire à la rentrée pour riposter à une motion de censure ; mener une guerre éclair pour surprendre l'adversaire.

Martingale. Ces explications s'entendent - des législatives anticipées sont bien une option envisagée depuis des mois - mais elles ne disent pas tout. Emmanuel Macron a voulu dissoudre un échec dans la dissolution. Croyez-vous qu'il était effondré dimanche 9 juin face aux 14,7% de Valérie Hayer ? Non, il veut foncer. Il a trouvé la martingale qu'il cherche depuis deux ans. Puisque le réel ne veut pas se plier à sa volonté, il supprime le réel, cette assemblée de désordres.

Le Président n'est pas fou. Il est optimiste, audacieux, volontariste. C'est bien. Jusqu'à nier le réel. C'est un problème. Durant la campagne des élections européennes, il jure en

Parce que tout procède de lui, parce que tous lui doivent tout, il a le droit de manger ses enfants

privé que Valérie Hayer va remporter 22% des voix, tandis que Jordan Bardella va passer sous la barre des 30%. A 26% même, parce qu'il le juge nul.

Désormais, le nul a branché son GPS sur la rue de Varenne, objectif Matignon. Nouveau défi, nouvelle promesse : la cohabitation ? Même pas peur, répond Emmanuel Macron : le blanc-bec de 28 ans va vite s'user et déconsidérer son camp, tant son incompétence va exploser à la face du monde. Emmanuel Macron veut être Président jusqu'au bout, prouver que lui seul peut battre Marine Le Pen, même s'il n'est pas candidat en 2027.

Parce que tout procède de lui, parce que tous lui doivent tout, il a le droit de manger ses enfants. Gabriel Attal, Yaël Braun-Pivet, Clément Beaune (qui dit s'engager « librement » dans cette campagne), Stéphane Séjourné, etc. forment une génération de politiques en grand danger depuis 48 heures. Une relève mort-née ? « Il ne supporte pas de ne plus être le wonderboy, rôle repris par Gabriel Attal », souligne un ancien conseiller. A peine le Premier ministre est-il nommé que déjà les tensions apparaissent.

Emmanuel Macron n'accepte pas de ne pas être aimé. Il continue de penser que sa photo sur les affiches est un passeport pour le succès. Il se regarde dans le miroir de ses performances : une élection éclair en 2017, une réélection historique en 2022, une résistance aux crises depuis sept ans. Il croit en son étoile. Il veut s'engager à fond dans la campagne pour les législatives quand les esprits lucides - c'est le cas d'Alexis Kohler à l'Elysée - lui recommandent la discrétion. Il n'écoute pas les conseillers qui lui disent que les Français ne l'aiment plus, détestent sa personnalité autant que sa politique. Il ne sait pas que les Gaulois réfractaires ont trois métiers : le leur, sélectionneur de l'équipe de France et... psychanalyste d'Emmanuel Macron.

C.Lh.

Le chef de l'Etat pousse les siens au sauve-qui-peut

CE N'EST PAS LE MOMENT de prendre son risque. Bousculées par la dissolution, les figures de la majorité présidentielle en reviennent aux fondamentaux et à ce qu'elles savent faire de mieux.

Pour Gérard Darmanin, ce fut de plonger dès dimanche soir dans la campagne des élections législatives avec le sourire gourmand de celui qui aime la bagarre. Elu depuis plus de quinze ans - il en a 41 -, le ministre de l'Intérieur estime qu'un responsable politique est constamment en campagne. Dimanche à 20 heures, avant même qu'Emmanuel Macron n'annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, il laissait entendre qu'il se représenterait à la députation, information qu'il a répétée à plusieurs reprises depuis, dont une au 20 heures de TF1 lundi.

Depuis le big bang déclenché par le chef de l'Etat, les macronistes sont chancelants. Pas Gérard Darmanin, qui se démultiplie. Ses proches répètent que sa circonscription de Tourcoing est difficile - sur le papier, c'est vrai - pour rendre la victoire du 7 juillet plus belle. Il va profiter de ce combat pour mesurer à quel point il est « macronisé », c'est-à-dire associé dans l'opinion publique à Emmanuel Macron. En cas de changement de gouvernement, on lui prête une volonté de prendre la direction du groupe Renaissance à l'Assemblée.

Au contraire de Gérard Darmanin, Gabriel Attal a lui mis 24 heures pour digérer le choc de la dissolution. « Il était blanc comme un linceul », souligne un de ceux qui l'ont vu dimanche soir après l'annonce d'Emmanuel Macron. Cet attentisme contraste avec l'image d'homme pressé et d'actions qu'il s'est bâtie. « Il est volontaire mais seulement quand il maîtrise la situation », nuance un ancien ministre.

« **Vomir** ». Ce mardi, Gabriel Attal a réenclenché la marche avant. Devant les députés Renaissance, il a promis que le président de la République préciserait les priorités de la campagne dans les heures qui viennent pour « ancrer la campagne comme ça : ne pas voter seulement contre les extrêmes mais pour un choix clair ». Le Premier ministre promet d'être « offensif », lui qui est reparti en campagne dans les Hauts-de-Seine après la décision « soudaine » et « brutale » du chef de l'Etat. Il garde l'estime des parlementaires. Les législatives du 30 juin et du 7 juillet peuvent renforcer ce lien alors que les critiques montent contre Emmanuel Macron.

La suractivité pour Gérard Darmanin, le pivot de la majorité pour Gabriel Attal, l'aile gauche pour Clément Beaune. L'ancien ministre est reparti à l'assaut de sa circonscription parisienne. Il l'avait remportée d'un cheveu en juin 2022. Dans un communiqué, il a annoncé s'engager dans cette campagne « librement » (le mot est écrit en gras et souligné) avec ses « engagements sociaux, démocrates et européens ».

A tous les étages de la majorité, on prie pour que le Président ne surinvestisse pas la campagne

De fait, au moment de réagir à l'annonce d'Eric Ciotti d'une alliance avec le Rassemblement national, Clément Beaune a tweeté un seul mot : « Vomir ». Un style effectivement libre.

Ces trois façons d'entrer en campagne, aussi différentes soient-elles, possèdent un point commun : elles se sont construites indépendamment d'Emmanuel Macron. A tous les étages de la majorité, on prie pour que le Président ne surinvestisse pas la campagne. Le projet de trois interventions par semaine jusqu'au scrutin, d'abord confirmé par l'Elysée avant d'être démenti quelques heures plus tard, ne laisse pas augurer un chef en surplomb.

Au cours d'une réunion lundi soir à l'Elysée, des conseillers ministériels ont questionné les conséquences d'une trop grande implication présidentielle dans la campagne des législatives. L'absence également d'un axe de campagne fort inquiète les troupes. Pour l'heure, les stratèges de l'exécutif se bornent à dire « on peut gagner » comme Emmanuel Macron dans une énième séance de confessions à la presse, cette fois-ci dans Le Figaro magazine.

L'essentiel du message de campagne devait venir mardi après-midi au cours d'une conférence de presse présidentielle. Elle a été reportée à ce mercredi midi. Au cours de celle-



Gabriel Attal, Gérard Darmanin et Clément Beaune devront chacun trouver un autre rythme à l'approche du premier tour des législatives, le 30 juin.

ci, Emmanuel Macron doit annoncer trois ou quatre mesures fortes qui incarneront ce que serait la fin du quinquennat avec une majorité macroniste.

Le moment du programme a été décalé de 24 heures. Celui des candidats était prévu ce mardi soir sans que la direction du parti ne sache quel nombre de circonscriptions serait concerné. Pour avancer au plus vite, une équipe de sept ou huit personnes centralise toutes les demandes d'investiture. Parmi elles, le chef de cabinet de Gabriel Attal, Maxime Cordier et le conseiller spécial de Stéphane Séjourné, Vincent Caure, ex-chef de cabinet d'Emmanuel Macron, à l'Elysée.

Programme et candidat. Le tempo a ralenti ce mardi. « On attend la décision du Président alors qu'il faut continuer à imprimer le rythme de cette campagne. Dimanche soir, c'est nous qui donnions le tempo », rappelle un conseiller ministériel. Pour remporter une blitzkrieg, il faut être capable de courir.

Matthieu Deprieck
@mdeprieck

La débandade annoncée de la macronie au Parlement européen

RETOUR DIFFICILE à Bruxelles pour Valérie Hayer, tête de liste de la majorité présidentielle aux élections européennes. Les Français avaient réussi à obtenir la présidence du groupe Renew Europe en 2021 - elle est occupée par Valérie Hayer depuis le départ de Stéphane Séjourné pour le Quai d'Orsay en janvier ; mais ils ont perdu presque la moitié de leurs sièges dimanche, passant de 23 à 13 élus, sur les 79 de Renew. Les pertes tricolores sont pour quasi la moitié du recul du groupe, passé de 102 à 79 sièges.

S'ils restent la première délégation nationale, devant huit Allemands, sept Néerlandais, sept Tchèques, six Slovaques et cinq Bulgares, ils sont très minoritaires en termes de parti politique, puisque l'Alliance des libéraux et démocrates européens (ALDE), représente plus des trois quarts de Renew. Ce sont les libéraux historiques, venus notamment d'Europe du Nord, plus libre-échangistes que les Français, eux-mêmes à gauche du groupe centriste. Traditionnels alliés des macronistes, les Espagnols et les Italiens, ont disparu.

Il est ainsi inimaginable que les Français réussissent à garder toutes leurs positions au sein de Renew : présidence, poste de questeur du Parlement européen (Fabienne Keller), présidence de la commission environnement (Pascal Can-

Valérie Hayer doit composer avec les ambitions regonflées de ses alliés de l'Alliance des libéraux et démocrates européens

fin), présidence de la commission Pêche (Pierre Karleskind), et présidence de la sous-commission sécurité et défense (Nathalie Loiseau).

Faut-il renoncer à la présidence et se concentrer sur des postes d'influence ? Ou privilégier l'image et sacrifier les commissions clés ? Dimanche soir, Valérie Hayer a envoyé un mauvais

Macron et Scholz, les canards boiteux de l'Union européenne

AU-DESSUS D'UNE PHOTO d'Emmanuel Macron et d'Olaf Scholz, le quotidien allemand *Tageszeitung* titrait lundi matin : « European Blues Brothers ». Une référence au célèbre groupe et film américains, pour décrire le « blues » des deux dirigeants du couple franco-allemand, sortis rincés des élections européennes. Leurs piètres résultats les affaiblissent, non seulement à domicile, mais tout autant sur la scène européenne et internationale, alors que la dissolution de l'Assemblée nationale ouvre une période de grande incertitude dans l'UE et au-delà. L'affaiblissement de Berlin et surtout de Paris réjouit évidemment la Russie. Le Kremlin peut en effet espérer que l'allant d'Emmanuel Macron pour soutenir militairement l'Ukraine soit freiné, voire stoppé.

En Allemagne, le parti social-démocrate (SPD) du chancelier Scholz n'a obtenu, dimanche, qu'un maigre 14,1%, le pire score de sa longue histoire, moins que l'extrême droite (AfD, 15,9%). Ensemble, les trois partis de la coalition au pouvoir ne totalisent que 31,2% - un recul de 20 points par rapport au scrutin de 2021 qui les avait portés au pouvoir.

Terra incognita. Contrairement à Emmanuel Macron, Olaf Scholz a exclu des élections anticipées. Les trois scrutins régionaux de septembre dans l'Est de l'Allemagne (Saxe, Thuringe, Brandebourg) ne s'annoncent pas sous les meilleurs auspices pour les partis au pouvoir. D'ici aux élections fédérales, sans doute en septembre 2025, la coalition, déjà très divisée, et le peu charismatique chancelier seront des canards boiteux. Une situation qui n'incite guère à prendre de fortes initiatives politiques de la première puissance économique du continent.

De même, en France, avec l'échec cinglant de la liste patronnée par l'Elysée, puis l'annonce de la dissolution. Celle-ci a pris de court l'Allemagne, comme tous les autres partenaires européens. Vu de Berlin, une victoire, même partielle, du RN relève du cauchemar. Pour les responsables allemands, l'extrême droite française est une terra incognita : ils n'ont aucun contact

avec elle et redoutent son programme économique autant que ses positions européennes. Sans compter le poids des symboles historiques.

En quatre jours, de jeudi à dimanche dernier, le président français sera passé de l'image de grand ordonnateur de l'alliance occidentale sur les plages de Normandie, à celui de grand perturbateur de la stabilité européenne. Si Emmanuel

Que pèseront leurs voix, au Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, les 27 et 28 juin, alors que d'autres dirigeants seront, en revanche, en position de force ?

Macron gagne son - bien incertain - pari d'obtenir, le 7 juillet au soir, une majorité absolue à l'Assemblée nationale, il sortira considérablement renforcé sur la scène internationale. Mais, si ce n'est pas le cas, une nouvelle période d'incertitudes beaucoup plus sérieuses s'ouvrira aussitôt.

Elle aura de conséquences notables dans l'Union européenne, l'Otan et sur l'engagement français dans l'aide à l'Ukraine. Imaginons l'ambiance au sommet de l'Otan, le 9 et 11 juillet à Washington, si, le dimanche précédent, le RN sort vainqueur des législatives. En 2022, ce parti n'aurait-il pas que « la priorité sera de quitter le commandement intégré de l'Otan » ?

Nominations. Avant cela, le monde ne va s'arrêter de tourner d'ici au second tour des législatives, le 7 juillet. Dès ce jeudi et jusqu'à samedi, Emmanuel Macron participera au G7 à Borgo Egnazia, dans les Pouilles (Italie), puis il se rendra dans la foulée au sommet pour la paix en Ukraine, à Bürgenstock (Suisse). Ensuite, le chef de l'Etat participera à un dîner des dirigeants européens, le 17 juin à Bruxelles, le premier rendez-vous où sera abordée la question des nominations dans les grands postes, les Top Jobs, de l'UE, après les élections européennes.

Enfin, le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement aura lieu les 27 et 28 juin. Autour de la table, les vingt-cinq autres dirigeants de l'UE verront un Olaf Scholz bien affaibli et un Emmanuel Macron « en ballottage » à la veille des législatives françaises. Que pèseront leurs voix, alors que d'autres dirigeants européens seront, en revanche, en position de force, comme l'Italienne Giorgia Meloni ou le Polonais Donald Tusk, sortis la tête haute du dernier scrutin ?

Emmanuel Macron n'est pas le seul responsable de l'affaiblissement de la France dans l'UE. Au Parlement européen, le principal groupe restera celui du PPE (Parti populaire européen, droite). Sur ces 186 élus, il n'y aura que 6 Français, issus de LR, un parti divisé depuis mardi. En face, 29 députés allemands de la CDU, le parti vainqueur des européennes (30,2%).

En revanche, les socialistes français pèseront plus au sein de leur groupe, avec 13 élus sur 135, presque à égalité avec les 14 sociaux-démocrates allemands. Une rare bonne nouvelle pour l'influence française. Quant au groupe Renew (centriste), les 13 macronistes (contre 22 précédemment) devront cohabiter avec des populistes tchèques (ANO) et des libéraux néerlandais (VVD), désormais allié de l'extrême droite.

Jean-Dominique Merchet
@jdmerchet



Les partis respectifs du président français et du chancelier allemand ont essuyé un échec cuisant au soir du 9 juin.

Un nouvel exécutif à la suite des élections législatives poserait la question de la pérennité du plan de sécurité de la cérémonie d'ouverture, qui se tiendra le 26 juillet, à Paris.

Jeux olympiques : ce qu'une arrivée du RN à Matignon pourrait changer

Passage de témoin

Aya Nakamura, fortement pressentie pour chanter lors de la cérémonie d'ouverture des JO, pourrait-elle être une victime collatérale d'une victoire du RN le 7 juillet ? Dans *L'Equipe*, le député européen RN Aleksandar Nikolic ne répond pas directement, mais émet une suggestion pour le moins surprenante : « **Personnellement, je pense que Slimane offrirait une meilleure représentation, après sa belle prestation à l'Eurovision, mais c'est subjectif.** »

Jon Elizalde

POUR QUE LES JEUX OLYMPIQUES de Paris se déroulent sans accroc, ses organisateurs se préparent à toutes les éventualités, y compris les plus improbables. Mais tous ces scénarios n'incluaient certainement pas celui d'un nouvel exécutif installé quelques jours avant le début de l'événement. Une hypothèse pourtant désormais probable, après l'annonce, dimanche soir par le président de la République, de la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue d'élections législatives les 30 juin et 7 juillet.

Bien sûr, cela n'empêchera pas Emmanuel Macron de s'afficher comme chef de l'Etat organisateur du plus grand événement sportif au monde. Mais c'est surtout vers la cérémonie d'ouverture, le 26 juillet en bords de Seine, que tous les regards se tournent, tant son enjeu sécuritaire est considérable. Pour réduire les risques au maximum, les autorités ont adopté de nombreuses mesures : la jauge a été réduite à 326 000 spectateurs - ce qui reste très élevé et inédit ; le profil des centaines de milliers de participants (athlètes, staff, spectateurs, etc.) est passé au peigne fin des services du ministère de l'Intérieur ; le périmètre de la cérémonie ne sera accessible qu'à ceux qui disposeront d'un laissez-passer sous forme de QR code, une règle qui s'applique aussi aux habitants.

« **Habitude** ». Mais aujourd'hui la question se pose : lesdites autorités seront-elles encore en place si le Rassemblement national s'impose et accède à Matignon, comme le laissent

présager les résultats des élections européennes ? Cela peut-il remettre en question un plan de sécurité élaboré des années durant, et d'autant plus sensible dans le contexte international ultra tendu que l'on sait ?

Pour cet expert en criminalité, aucun doute : « Cela ne changera rien, il y aura toujours un plan A et un plan B ». C'est aussi le sens des déclarations de Thomas Bach, président du CIO, qui, hasard d'organisation, était à Paris lundi pour assister au conseil d'administration de Paris 2024. « La France a l'habitude de tenir des élections, a-t-il fait remarquer. Elle le fera une fois de plus, il y aura un nouveau gouvernement, et tout le monde soutiendra les JO. Je n'ai aucune indication que cette unité se brisera maintenant. » Tony Estanguet a d'ailleurs fait remarquer que le comité d'organisation (Cojo) qu'il préside a « déjà fait face à une dizaine d'élections depuis la création du comité de candidature ».

« Le plan est calé, chacun sait ce qu'il a à faire », abonde Guillaume Farde, professeur à



Le comité d'organisation des **Jeux olympiques** rappelle qu'il a « déjà fait face à une dizaine d'élections depuis la création du comité de candidature ».

Sciences Po, spécialiste des questions de sécurité, qui pointe toutefois une inconnue : « Les hauts fonctionnaires voudront-ils toujours être en responsabilité dans l'éventualité où le Premier ministre serait d'un autre parti politique que l'actuel ? On ne peut le garantir à 100%. Mais même dans cette configuration, je ne crois pas que cela change grand-chose : le ministère de l'Intérieur est résilient, les membres des forces de l'ordre sont loyaux. » L'expert cité plus haut abonde : « Il n'y a pas de spoil system en France, ou alors très relatif. Ce sont des serveurs de l'Etat, pas d'un parti. »

Emeutes. Interrogé sur le sujet, le Cojo donne une réponse dans le même sens : « Les Jeux, ce sont sept années de préparation. Nous sommes entrés dans une phase très opérationnelle, toutes les grandes décisions ont été prises de longue date [...]. L'Etat est évidemment un acteur clé mais nous savons que nous pourrions compter sur leur mobilisation ainsi que celle des services pour faire avancer les derniers sujets. » Et à ceux qui pourraient douter que Laurent Nuñez, préfet de police de Paris et ex-ministre macroniste, veuille rester en poste, Paris 2024 assure : « Dans cette phase électorale anticipée, nous pourrions compter sur l'entière mobilisation des préfets avec lesquels nous travaillons au niveau local, en particulier le préfet de Paris. »

Le Rassemblement national tient à se montrer JO-compatible. « C'est très bien pour la grandeur de la France. Si on est patriote, on est pour les Jeux, déclare dans *L'Equipe* Aleksandar Nikolic (37 ans), membre du Conseil national du RN. Si on veut qu'il y ait une belle image de notre pays, il faut que ça se passe du mieux possible. Après, si certaines choses peuvent être encore améliorées, on le fera. »

Reste un risque. « Si, parce qu'untel ou untel gagne le 7 juillet au soir, le pays entre dans un cycle de manifestations violentes et qu'on revit des jours d'emeutes comme l'été dernier, personne ne peut prédire ce qui peut se passer, anticipe Guillaume Farde. Mais là, ce n'est plus un problème de JO. C'est une question d'ordre public... qui peut avoir des conséquences sur les Jeux. »

@Jon_Elizalde X

Depuis deux ans, les constructeurs sud-coréens font face à ce problème que Tesla connaît bien

Ces voitures électriques qui peuvent prendre feu

Explosif

Kia va rappeler 462 000 SUV pour un risque d'incendie. Le problème vient du réglage électrique des sièges avant.

Irène Inchauspé

LA VOITURE ÉLECTRIQUE, devenue un véritable objet politique durant la campagne présidentielle, n'a déjà plus beaucoup la cote. Son « avènement », prévu en Europe en 2035, risque même d'être compromis. Voilà maintenant que des SUV fabriqués par le constructeur sud-coréen Kia (modèle Telluride) sont rappelés aux Etats-Unis parce qu'ils risquent... de prendre feu à tout moment. C'est la NHTSA (National highway traffic safety administration), l'agence de sécurité routière américaine, qui vient de rendre publique cette grosse campagne de rappel de 462 000 véhicules. Outre-Atlantique, ces mesures sont systématiquement communiquées de façon publique, ce qui n'est pas le cas en Europe.

Ce n'est pas un problème de refroidissement moteur ou de batterie usée ou défectueuse qui serait à l'origine du risque d'incendie. D'après Kia, le bouton qui permet de régler la position des sièges peut se bloquer ou se désaligner, ce qui peut potentiellement engendrer une surchauffe du moteur électrique. Dans ce cas, le feu pourrait alors se déclencher, même quand le véhicule est à l'arrêt. Un sacré défaut de fabrication ! Le constructeur conseille aux propriétaires de ces véhicules d'avoir l'œil sur les sièges qui ne se règlent plus ou qui continuent à se déplacer même après avoir relâché le bouton de réglage. Inquietant en effet. Il est également recommandé de stationner sa voiture à l'extérieur et à distance d'autres véhicules jusqu'à ce que les réparations nécessaires soient effectuées.

« **Arrosage** ». Ce n'est pas la première fois que Kia connaît ce genre de problèmes. En 2023, le constructeur ainsi que Hyundai, autre groupe coréen dont il est la filiale, ont déjà procédé à des rappels de véhicules électriques pour risques d'incendie. Au total, ce sont plus de 52 000 voitures Hyundai qui ont été appelées, et 40 000 Kia. Selon les deux groupes, le problème était lié à des contrôleurs électroniques, dont les composants provoquaient une surchauffe de la pompe à huile assurant leur fonctionnement. Des rappels avaient aussi eu lieu au Canada.

Kia fait aussi partie du rappel gigantesque et mondial d'airbags Takata défectueux (100 millions de véhicules équipés de ces coussins gonflables seraient en circulation) avec quatre millions de voitures à rapatrier à l'atelier. Un problème dans lequel sont aussi empêtrés des constructeurs européens, dont Stellantis avec Citroën.

On avait davantage l'habitude d'incendies de voitures Tesla. Le dernier en date s'est produit en mars à Brest. Une Tesla Model Y a pris feu en centre-ville et le véhicule a été entièrement détruit. En 2022, Axa Suisse, qui voulait démontrer les risques liés aux batteries des voitures électriques susceptibles d'exploser dans des conditions extrêmes, avait même organisé un « crash test » posté sur YouTube. Mais sa démonstration était appuyée sur une voiture dont la batterie avait été retirée pour des raisons de sécurité. L'assureur avait utilisé des moyens pyrotechniques pour enflammer intentionnellement la voiture, il a dû s'excuser. Le sujet est tellement sensible que le constructeur américain s'est fendu d'explications dans son dernier rapport d'impact environnemental. Il reconnaît que « les batteries auto-combustibles des Tesla et autres voitures électriques sont très difficiles à éteindre avec les méthodes habituelles de lutte contre l'incendie et nécessitent un arrosage à l'eau beaucoup plus long qu'à l'accoutumée ». Mais rappelle que ces « incidents ne sont pas courants ». Ce serait mieux qu'il n'y en ait plus du tout.

@iinchauspe X

L'Association nationale des industries agroalimentaires voit fuir ses adhérents et traverse une période de doutes profonds

Départs, luttes internes : crise ouverte à l'Ania

Maillon faible

Les Brasseurs de France quittent à leur tour l'Ania. L'Association nationale des industries agroalimentaires, qui représente près de 10 000 entreprises, doit élire un nouveau président le 20 juin lors de son assemblée générale. Jean-François Loiseau, président de la meunerie française, seul candidat, devrait remplacer Jean-Philippe André, le patron d'Haribo en France, en place depuis 2021. Il trouvera une organisation en péril.

Emmanuelle Ducros

« BRASSEURS DE FRANCE a entamé une réflexion stratégique interne sur ses enjeux et priorités, qui devrait se concrétiser en 2025. Dans l'attente de cette échéance, il a été décidé de démissionner de l'Ania à la fin de cette année, annonce à l'Opinion Magali Filhuc, la directrice générale de la fédération. Cette décision est indépendante du renouvellement de la gouvernance à venir de l'Ania et de toute annonce récente. »

Par « annonce récente », il faut comprendre l'intention rendue publique le 3 juin par la Fnil, la fédération nationale des Industries du lait (Lactalis, Danone, Bel...), de se retirer, elle aussi, de l'Association nationale de l'agroalimentaire. « Nous avons averti l'Ania que nous la quitterions fin 2024, explique François-Xavier Huard, le directeur général de la Fnil. D'ici là, nous restons dans une attitude ouverte. Si une action qui allait dans le bon sens se présentait, nous pourrions infirmer notre départ. Pour l'instant, ça ne se matérialise pas. »

La sécession, actée ou fortement pressentie, de deux grandes et puissantes interprofessions

plonge un peu plus dans la tourmente l'organisation professionnelle supposée représenter un peu plus de 10 000 entreprises agroalimentaires de France. L'Ania - qui n'a pas répondu à nos sollicitations - doit changer de tête dans quelques jours. Jean-François Loiseau, président de la meunerie française, seul candidat, devrait remplacer Jean-Philippe André, le patron d'Haribo en France, en place depuis 2021. Il trouvera une organisation en péril.

Gouvernance en péril. Sa gouvernance est difficile et cela s'est aggravé avec le temps. En trois ans, elle a vu passer trois directeurs généraux. Le dernier n'est resté que sept mois. Le poste est vacant depuis janvier. « L'organisation interne est compliquée, il est difficile de faire avancer quoi que ce soit, regrette François-Xavier Huard. C'est une des raisons de notre départ. On ne sait plus quelles sont les missions prioritaires. Les équipes ne sont pas fidélisées,

« **Les équipes ne sont pas fidélisées, leurs moyens pas pérennisés. Elle ne sait plus quelle est sa raison d'être** »

leurs moyens pas pérennisés. L'Ania a perdu en influence et en efficacité. Elle ne sait plus quelle est sa raison d'être. »

La vague d'inflation, puis la crise agricole, ont servi de révélateur. Elles ont laissé aux entreprises du maillon intermédiaire dans la chaîne alimentaire le sentiment que leurs intérêts ne sont pas défendus. Nombre d'entre elles esti-

ment que cela a causé des pertes d'arbitrage à Bercy et a permis de les désigner à la vindicte populaire comme des « profiteurs de crise » réalisant des mégaprofits sur le dos des paysans et des consommateurs.

« Pour l'amont agricole, la FNSEA a resserré les rangs, analyse un ex-membre de l'Ania. Pour la distribution aussi. La Fédération du commerce et de la distribution (FCD) a fini par rallier, en mars, Leclerc et Intermarché, qui n'en faisaient pas partie. A l'Ania, c'est l'inverse. La voix agroalimentaire ne se fait plus entendre qu'à minima. »

Avant les Brasseurs et la Fnil, la fédération des spiritueux, celle de la boulangerie, des produits élaborés en conserve, ou bien encore du riz ou du miel ont fait défection. Toujours sur le constat que l'Ania, ensemble d'acteurs hétéroclites puisqu'on y trouve des entreprises de première et de deuxième transformation agricole, Des PME et des multinationales, n'arrive plus à faire émerger des intérêts concordants. « Le débat sur la consigne des bouteilles, qui pénalisait les plus petits acteurs et avantageait les plus grands, mais pour lequel l'Ania s'était positionné favorablement, résume bien la situation », explique un ancien membre, qui dénonce un fonctionnement « autoritaire ». « Dans les dix dernières années, explique un autre, les préoccupations individuelles ont abîmé le collectif. »

Mission pour le prochain président : le rebâtir. Mais avec des moyens limités. Le départ de la Fnil et des Brasseurs va amputer le budget (4 millions d'euros actuellement) de 20%. Sans compter que l'Ania se remet d'une lourde amende de 2,7 millions d'euros infligée en janvier par l'Autorité de la concurrence pour une entente avec d'autres acteurs de l'agroalimentaire sur les emballages au bisphénol A. @emma_ducros X

Le conseil d'administration du groupe a finalement opté pour le projet de restructuration du consortium Onepoint

Atos choisit David Layani et son plan de sauvetage

Il n'y a plus qu'à...

L'action Atos, réduite au statut de « penny stock », a encore fondu ce mardi après la confirmation d'une dilution totale des actionnaires existants dans la restructuration qui s'annonce pour sauver l'entreprise. Des analystes restent circonspects.

Muriel Motte

PARCE QUE, NOTAMMENT, leur proposition est « la mieux orientée en matière d'intérêt social de la société, en particulier de ses employés et de ses clients », le conseil d'administration d'Atos a finalement choisi de travailler avec le consortium composé de Onepoint, Butler Industries et Econocom, ainsi que d'un groupe de créanciers de la société. Le temps presse pour respecter les délais annoncés : Atos veut parvenir à un accord définitif de restructuration d'ici le mois prochain. « Entièrement mobilisés pour qu'Atos redevienne un acteur majeur de la souveraineté numérique française et européenne sur la scène internationale, nous allons déployer tous nos efforts pour aboutir rapidement à une solution pérenne, qui dote le groupe d'un bilan assaini, d'un projet clair et d'une équipe de direction déterminée, au nom des talents, des clients et de toutes les parties prenantes du groupe », s'est félicité David Layani, le président fondateur de Onepoint, un spécialiste de la transformation technologique des entreprises.

C'est dans la toute dernière ligne droite que le consortium qu'il fédère a doublé la proposition adverse présentée par la société EPEI de l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky. Ce dernier avait encore révisé son offre la semaine dernière afin de mettre davantage de porteurs de dettes de son côté et faire pencher la balance en sa faveur. Peine perdue. C'est justement parce que le plan de David Layani « bénéficie du soutien d'un grand nombre de créanciers financiers d'Atos », que cela « assure avec plus de certitude la conclusion d'un accord définitif de restructuration financière », argumente l'entreprise. La ténacité de Daniel Kretinsky, déjà candidat malheureux à la reprise des seules activités d'infogérance d'Atos, n'aura donc pas payé en dépit de mois d'intenses négociations.

Aujourd'hui premier actionnaire d'Atos avec quelque 11% du capital, David Layani partagera demain le pouvoir avec les créanciers qui l'accompagnent dans cette aventure. Sa participation actuelle sera totalement diluée dans l'opération, comme celle de tous les actionnaires existants « qui détiendront moins de 0,1% du capital social » à l'issue de la restructuration, précise l'entreprise. Mais l'apport de 175 millions d'euros d'argent frais par le consortium qu'il mène lui donnera 21% des fonds propres du nouvel Atos.

Intégrité. Pour sauver le groupe aux 94 000 salariés, le quadragénaire et ses partenaires ont concocté un plan « conforme aux principaux paramètres financiers présentés en avril par la société, notamment en apportant des liquidités financières adéquates au financement de l'activité et en assurant une structure de capital plus solide », affirme Atos. Croulant sous 4,8 milliards de dettes, le leader européen du cloud et de la cybersécurité réclamait son effacement aux deux tiers (3,2 milliards d'euros), le consortium Onepoint propose 2,9 milliards. Ainsi que 1,75 milliard d'euros de liquidités supplémentaires, ce qui correspond aux besoins exprimés par Atos fin avril (1,7 milliard). « Onepoint se félicite du soutien du conseil d'administration d'Atos et d'une grande majorité des créanciers, qui se sont ralliés à son projet industriel de développement One Atos, confirmant ainsi sa pertinence comme son exécutabilité ».

Si tout marche comme prévu, l'intégrité du groupe sera maintenue pour en faire « la plateforme européenne du digital, de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle, et le premier opérateur européen de cloud souverain », promet Onepoint. L'absence de cessions majeures est un des éléments qui distinguait les deux repreneurs potentiels. Si tout marche comme prévu, seules les activités les plus stratégiques d'Atos (supercalculateurs utilisés pour la dissuasion nucléaire, contrats avec l'armée française...) devraient être sanctuarisées par l'Etat, des actifs dont la valeur est estimée entre 700 millions et 1 milliard d'euros.

Les analystes financiers d'Oddo BHF soulignent que la proposition du consortium



Premier actionnaire d'Atos avec quelque 11% du capital, David Layani partagera le pouvoir avec les créanciers qui l'accompagnent dans cette aventure.

Onepoint est logiquement la plus suivie par les créanciers dans la mesure où elle leur offre la meilleure perspective de recovery (récupération), qu'ils chiffrent entre « 40% à 50% potentiellement en première approche car les porteurs de dette détiendront 70% du capital, hors ceux qui participeront à l'injection de capital ». Mais ils soulignent aussi que le niveau d'endettement du groupe restera élevé avec un ratio dette nette / Ebitda 2025 supérieur à deux, post-restructuration. Ils redoutent aussi un « refinancement périlleux » d'ici à quelques années, compte tenu des volumes de dette résiduels et de la faible génération de free cash flow attendue.

@murielmotte X

Joe Biden presse Israël et le Hamas de s'accorder sur un plan au plus vite, mais l'issue des négociations reste incertaine

Washington accélère pour un cessez-le-feu à Gaza

Contre-la-montre

En tournée au Moyen-Orient jusqu'à ce mercredi, Antony Blinken, le secrétaire d'Etat américain, s'est réuni avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, son ministre de la Défense Yoav Gallant, le centriste Benny Gantz et le leader de l'opposition Yair Lapid, afin de discuter de la proposition de cessez-le-feu détaillée de Joe Biden.

Lola Ovarlez

A PEINE ACHEVÉE sa visite en France pour la commémoration du 80^e anniversaire du Débarquement, Antony Blinken a entrepris une tournée au Moyen-Orient afin d'évoquer la guerre à Gaza. Il a d'abord atterri en Egypte, avant de se rendre en Israël lundi, puis en Jordanie et au Qatar jusqu'à ce mercredi.

Son périple diplomatique a pour principal objectif de parvenir à un accord de cessez-le-feu, après huit mois de guerre dans l'enclave palestinienne. Depuis l'annonce d'un plan détaillé par Joe Biden fin mai, les efforts américains s'accroissent. Le directeur de la CIA Bill Burns et le conseiller sur le Moyen-Orient Brett McGurk se sont rendus dans la région la semaine dernière, avant l'arrivée du secrétaire d'Etat.

Joe Biden a déclaré, lors de la révélation du plan de cessez-le-feu, qu'il était temps « que la guerre prenne fin ». L'envoi de ses plus proches collaborateurs démontre sa volonté de ne plus perdre une seconde, alors qu'Israël s'enfonce désormais dans la partie centrale de Gaza - et que la présentielle américaine approche. Ce plan, en trois étapes, comprend six semaines d'arrêt des combats, le retrait progressif des forces de Tsahal, la libération des otages et la reconstruction de l'enclave.

Washington a fait voter une résolution en soutien à ce plan à l'ONU. Le texte a été approuvé lundi soir par 14 voix - et une abstention de la Russie. Depuis Tel-Aviv, Antony Blinken s'est réjoui de ce vote « qui est assez rare au Conseil

Si les huit centrales font bloc face à la réforme de l'assurance-chômage, les lignes se divisent sur l'opposition au RN

Une intersyndicale à géométrie variable

Divergences

La dissolution de l'Assemblée nationale annoncée dimanche ne remet pas en question la mise en œuvre de la réforme de l'assurance-chômage voulue par l'exécutif et décriée par les syndicats. Mardi, l'Unédic a chiffré les économies liées de 3,2 à 4,4 milliards d'euros en 2027, et de 4 à 5,4 milliards d'euros par an d'ici quatre à cinq ans.

Sarah Spitz

« IL EST MINUIT MOINS cinq avant l'arrivée de Le Pen, plus grand-chose ne nous fait rire là... », glisse un cadre de la CGT en sortant des bureaux de la centrale de Montreuil lundi soir. Pendant ce temps-là, sa secrétaire générale échange encore au huitième étage avec ses homologues. Les numéros un des huit organisations syndicales s'y retrouvaient pour définir les actions à venir de l'intersyndicale. Ils ont accouché d'un texte signé par seulement cinq d'entre eux.

Un peu plus tôt dans la journée, le député La France Insoumise (LFI) François Ruffin appelait sur France Inter les syndicats à rejoindre un « front populaire ». La CGT y a fait écho dans un communiqué publié dans la foulée et qui reprend directement le terme. Ce n'est pas le cas de la CFDT qui, au même moment, appelle dans sa propre déclaration à « combattre l'extrême droite », indiquant qu'elle « mobilisera toutes ses forces » et « agira en responsabilité ».

Après plusieurs heures de discussions, les deux plus grandes centrales de France apposent finalement leur signature à un texte commun, également signé par les syndicats Unsa, Soli-



Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, et Sophie Binet, numéro un de la CGT, à Paris, le 25 novembre 2023.

dares et FSU. Face à la vague brune du vote RN qui a balayé le scrutin européen en France, « notre République et notre démocratie sont en danger », préviennent les organisations. Elles appellent à un « sursaut démocratique et social ». Pas à un « front populaire ».

Le texte termine par un appel à « manifester le plus largement possible ce week-end ». Sans doute dans l'espoir de convaincre le plus de personnes rejoindre leur cortège, elles reprennent des revendications communes aux signataires : augmenter les salaires, abrogation de la réforme des retraites, taxation des superprofits...

Dupe. Le niveau de participation atteindra-t-il pour autant celui de l'année dernière, pendant la réforme des retraites ? Ces revendications sont aussi celles de Force ouvrière, de la CFE-CGC et de la CFTC. Mais elles n'ont pas signé le texte pour autant. L'intersyndicale se heurte à une autre question, qui n'est pas nouvelle mais qui les divise à mesure que le RN s'approche des portes du pouvoir : un syndicat de salariés doit-il s'exprimer sur la politique française ?

Si nul n'est dupe sur le programme social de l'extrême droite, certaines maisons se bornent à rester dans le cadre des sujets des salariés qu'ils représentent et excluent de donner des consignes de vote. Elles-mêmes sont progressivement envahies par la vague brune : sondage après sondage, le vote RN grignote leurs bases. Le dernier en date, publié par AEFInfo lundi, confirme la tendance. Le RN arrive en tête des votes des répondants se disant « proches » de Force ouvrière, comme en 2019. Mais cette année, l'écart n'est que d'un point entre le RN et la gauche pour ceux proches de la CGT, de quatre points pour la CFDT.

Toutefois, il reste bien un sujet qui soude l'ensemble des syndicats : leur opposition à la réforme de l'assurance-chômage. Comme elle relève du réglementaire, elle poursuit son chemin indépendamment de la recomposition parlementaire à venir. Alors, la contestation intersyndicale se poursuit, elle aussi.

Le lendemain de leur réunion à Montreuil, les cinq chefs de file des organisations syndicales représentatives se sont retrouvés dans l'ouest parisien, au Conseil économique social et environnemental. Juchés sur l'estrade d'une salle remplie de journalistes, de cadres de leurs organisations et d'économistes, les dirigeants syndicaux ont affiché leur entente. Chacun, avec ses mots, a fustigé tour à tour une réforme « déséquilibrée », « injuste », « antidémocratique ».

Mais elles sont désormais privées d'un précieux levier d'action. La proposition de loi portée par les députés Liot (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires), qui visait à bloquer la réforme, aurait dû franchir l'Hémicycle jeudi. Elle avait été adoptée en commission la semaine précédente grâce au soutien du RN et de la gauche et à l'abstention des Républicains. Mais la dissolution annoncée dimanche a eu pour effet d'effacer l'agenda parlementaire. « Comme par hasard », cingle Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. « C'était le dernier moyen législatif pour nous de mettre en échec sur le terrain ce que la littérature et l'analyse scientifique avaient déjà mis en échec sur le plan théorique », regrette François Hommeril de CFE-CGC.

Unie dans l'adversité, alors que la conférence se poursuivait dans la soirée, l'intersyndicale a annoncé une communication le lendemain. Une déclaration « commune aux huit organisations syndicales », précise Marylise Léon, ce qui est assez rare et mérite d'être souligné.

@sarah_spitz X

L'air du large Comprendre le populisme pour le combattre

La chronique
de Frédéric
Charillon



PROGRESSION DES EXTRÊMES en Europe, popularité de Vladimir Poutine chez lui, au Sud et dans certains cercles occidentaux, résilience politique de Donald Trump... Autant de phénomènes attribués aux pièges et leurres du populisme.

Il y a une contradiction à défendre la démocratie, c'est-à-dire la souveraineté du peuple, tout en fustigeant le « populisme » qui prétend satisfaire des aspirations populaires. Contradiction apparente seulement, car nous savons que les partis populistes manipulent les aspirations du peuple davantage qu'ils n'y répondent. Ils opposent une supposée « volonté populaire » à des « élites » pour réduire les contre-pouvoirs au silence. Les démocrates ont donc raison de combattre des formations qui rejettent le pluralisme de la compétition politique, les corps intermédiaires et la séparation des pouvoirs.

Mais ce combat est perçu comme illégitime par une partie de la population : s'opposer aux arguments du populisme est vécu comme une volonté de bâillonner le peuple. L'exemple de Donald Trump est édifiant : plus ce dernier est critiqué preuves à l'appui par les garants d'une société civile démocratique (la presse, la justice...), plus ses supporters le soutiennent. Peut-être faut-il alors admettre que si les autoritarismes ont des partisans, c'est aussi parce que le système politique existant répond insuffisamment aux demandes qui lui sont adressées. Plutôt que de conspuer par principe l'intégralité des revendications populistes, ne serait-il pas plus avisé d'en reconnaître une partie et de s'en saisir ?

MALAISE DANS LA CIVILISATION
Sigmund Freud nous a montrés à quelles conditions la culture permettait de contrôler les pulsions de mort dans une société. Admettons qu'aujourd'hui l'affaiblissement de la culture politique fait les beaux jours des messages simplistes, radicaux, haineux. Dans une Inde à la pauvreté importante et où l'accès à l'éducation reste inégal, la construction d'un nouveau nationalisme aux dépens des musulmans a trouvé son public, même si un avertissement relatif vient d'être donné au BJP de Narendra Modi. Dans une Tunisie aux nom-

« En France, en Europe, dans le monde, des préoccupations récurrentes reviennent en obsessions dans le corps électoral. Elles sont certes exploitées par les partis populistes, mais correspondent à des échecs de gouvernance réels »

breux problèmes économiques et sociaux, la désignation du migrant subsaharien comme bouc émissaire fait recette. Presque partout, la corrélation entre soutien aux discours autoritaristes et niveau d'étude se trouve confirmée par les enquêtes sociologiques.

Faut-il pour autant balayer d'un revers de main les perceptions profondes des peuples ? Après le non français au référendum sur le traité européen en 2005, Jacques Chirac convenait qu'il y avait eu l'expression d'inquiétudes légitimes. Après la victoire du Brexit au Royaume-Uni en 2016, on a dû admettre

que si d'autres référendums étaient organisés ailleurs dans un avenir proche, on risquait d'obtenir le même résultat en raison des insatisfactions générées par l'Union. Après la victoire électorale de Donald Trump la même année, des observateurs témoignaient d'une inquiétude sincère de la part d'une partie de la société américaine sur l'avenir du pays. La question n'est pas de savoir si les tenants de ces inquiétudes ont raison ou tort : on peut en débattre à l'infini. Le problème est de parvenir à y répondre, avant que des partis populistes se contentent de les exploiter.

IMPASSES PERSISTANTES

En France, en Europe, dans le monde, des préoccupations récurrentes reviennent en obsessions dans le corps électoral. Elles sont certes exploitées par les partis populistes, mais correspondent à des échecs de gouvernance réels.

Les migrations arrivent en tête de ces fébrilités, et aucune réponse n'a su faire taire les inquiétudes. Le sentiment d'être dépossédé d'un environnement du fait de la présence croissante d'une autre culture, existe et gagne du terrain. Entre négation du phénomène, politiques d'intégration ou de ghettoïsation ratées, peu de gouvernements démocratiques ont su y apporter une réponse rationnelle. De même, la mise en œuvre d'une réponse efficace et respectueuse de l'Etat de droit aux questions de délinquance et de sécurité se fait

« Nier en bloc les inquiétudes et aspirations populaires en les attribuant à un manque d'éducation ou de discernement est contre-productif »

attendre. Le laboratoire sud-américain en est la terrible illustration : le président Bukele, autoproclamé « dictateur le plus cool du monde » au Salvador, se fait plébisciter sur le tout répressif.

Réinventer un système de démocratie représentative à l'heure numérique, maîtriser la profusion de médias dont les contenus sont pris pour argent comptant, remettre à flot des systèmes éducatifs auxquels les étudiants ne croient plus, sont autant de tâches qui semblent abandonnées de l'Amérique du Nord à la vieille Europe, et qui font le lit des populismes.

LA PART DU FEU

Savoir admettre ces dysfonctionnements pour relancer l'attractivité de la démocratie libérale n'est pas une incongruité : nier en bloc les inquiétudes et aspirations populaires en les attribuant à un manque d'éducation ou de discernement est contre-productif. La quête permanente du slogan attrape-tout sans aucune aspérité, destiné à ne froisser personne et concocté par quelques communicants, a déjà perdu la partie contre les « hommes forts », dont la truculence disruptive fait le succès. Mieux vaut réfléchir à asséner des vérités qui dérangent et à réimaginer de grands projets de réforme, pour retrouver l'attention d'un public désabusé, surtout parmi les jeunes. Autrement, l'assimilation des démocraties et des démocrates à des puissances de statu quo soucieuses de préserver un ordre hiérarchique mondial qui leur est favorable, leur sera fatale.

Pour cela il faut faire la part du feu, c'est-à-dire admettre une partie de l'agenda populiste, en y apportant des réponses tout aussi disruptives mais respectueuses des droits, pour reprendre la main. Faut-il laisser à Vladimir Poutine ou Xi Jinping le monopole de constats que chacun peut faire ? Qui peut encore croire, par exemple, à un système international hérité d'une époque où Taipei représentait la Chine à l'ONU, où le Sud n'était pas indépendant, où il y avait une seule Yougoslavie, l'apartheid en Afrique du Sud, une URSS et deux Allemagne ? Et comment s'étonner de la popularité de ceux qui veulent réviser ce système ? Pourquoi ne pas admettre que l'Union européenne n'a pas atteint ses objectifs ? Que le phénomène migratoire pose des dilemmes à la fois économiques et humains ?

Alors, il sera possible de pointer plus efficacement les sujets du travail forcé, de la prédation par la pêche illégale ou le piège de la dette, les guerres d'attrition ou la dépenalisation des violences conjugales.

@charillon

La visite du Premier ministre chinois à partir de samedi doit permettre de renforcer les échanges économiques entre les deux pays Chine-Australie : la relation se normalise, la défiance demeure

Ça bouge

Le Premier ministre néo-zélandais Christopher Luxon a annoncé, lundi, que son homologue chinois se rendrait en Nouvelle-Zélande cette semaine. Il s'agit de la première visite d'un chef de gouvernement chinois depuis sept ans. « Les perspectives mondiales difficiles font qu'il est essentiel que nous partagions nos points de vue et que nous engagions la Chine sur les questions clés qui importent à la Nouvelle-Zélande », a-t-il déclaré. Il s'agit de la deuxième visite de haut niveau d'un responsable chinois dans le pays cette année, après celle, fin mars, du ministre des Affaires étrangères, Wang Yi. La Chine est le premier partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande.



SIPA PRESS

Claude Leblanc

LA CHINE ET L'Australie pourraient « devenir des partenaires qui se font mutuellement confiance et qui réussissent mutuellement ». C'est en ces termes que Xi Jinping s'était adressé, en novembre, au Premier ministre australien Anthony Albanese qui s'était rendu à Pékin pour une visite destinée à remettre les relations bilatérales sur de bons rails et mettre fin à une période de fortes tensions. La normalisation des rapports entre les deux puissances du Pacifique va connaître une nouvelle phase avec le déplacement de quatre jours de Li Qiang, le chef du gouvernement chinois, à compter du 15 juin.

Elle sera la première visite d'un Premier ministre chinois en Australie depuis 2017 et marquera un tournant après les mesures de rétorsion prises par la Chine à compter de 2020 qui ont coûté aux exportateurs australiens près de 13 milliards de dollars par an après que le précédent gouvernement australien a demandé une enquête internationale sur les causes de la pandémie de Covid-19.

La plupart d'entre elles ont été supprimées depuis l'arrivée au pouvoir d'Anthony Albanese en 2022 et sa première rencontre avec le président chinois en marge du sommet du G20 à Bali, en novembre de la même année. Lors de son voyage en Chine, il y a huit mois, le Premier ministre australien s'était d'ailleurs félicité de la reprise des échanges commerciaux entre les deux pays.

Dialogue. « Le commerce circule plus librement au profit de nos deux pays », avait-il alors déclaré à Xi Jinping. En confirmant, mardi, la présence de Li Qiang sur le sol australien, Anthony Albanese a confirmé que cette visite « constitue pour nos deux nations une occasion importante de travailler directement sur des questions clés », ajoutant que « l'Australie continue d'entretenir des relations stables et directes avec la Chine, le dialogue étant au cœur de ces relations ». Cette dernière précision est essentielle car il existe encore des sujets de défiance, voire de tensions, entre les deux pays.

L'incident entre un avion de chasse chinois et un hélicoptère australien en mer Jaune au début du mois de mai, alors que celui-ci survolait les eaux internationales dans le cadre des efforts déployés par les Nations unies pour appliquer les sanctions contre la Corée du Nord, a donné lieu à une vive réaction de Canberra. « Nous avons fait savoir très clairement à la Chine que ce n'était pas professionnel et que c'était inacceptable », avait alors réagi le chef du gouvernement australien. Si les échanges commerciaux ont repris progressivement, enregistrant une croissance de 4,1% en glissement annuel pour atteindre 229 milliards de dollars en 2023, les sujets liés à la sécurité et à l'influence chinoise dans le Pacifique constituent les principales pierres d'achoppement entre les deux pays.

L'Australie a des « inquiétudes en matière de sécurité » dans ses relations avec la Chine, a rappelé son vice-Premier ministre Richard Marles lors du Dialogue du Shangri-La qui s'est tenu, début juin, à Singapour. « Il ne sert à rien de nier

Le Premier ministre chinois, Li Qiang, et son homologue australien, Anthony Albanese, le 7 novembre dernier à Pékin.

le fait qu'elles existent, et c'est pourquoi nous parlons de coopérer avec la Chine là où nous le pouvons, et d'être en désaccord là où nous le devons », a-t-il expliqué.

Craintes. Du côté chinois, on estime que ces craintes sont sans fondement. « L'Australie perçoit souvent la Chine comme une menace en termes de sécurité, malgré l'absence de preuves concrètes ou de justifications de cette position », pouvait-on lire dans un éditorial publié, le 2 juin, par le *Global Times*, le quotidien anglophone chinois qui sert de porte-parole au gouvernement chinois sur les questions internationales.

Pourtant, lors de son discours à Singapour, Richard Marles a notamment évoqué des exemples concrets comme les actions des navires chinois contre des bâtiments philippins en mer de Chine, estimant qu'il s'agit d'« une grave escalade des tensions ». A cela s'ajoute le regain d'activité des Chinois dans le Pacifique qui a contribué à favoriser un sentiment de défiance au sein de l'opinion publique locale.

Selon le sondage 2024 de l'Institut Lowy, un centre de réflexion australien, 53% des personnes interrogées considèrent la Chine comme une menace pour la sécurité du pays alors qu'il y a quatre ans elles étaient 55% à voir la Chine comme un partenaire économique.

Voilà pourquoi les autorités australiennes se sont engagées à augmenter leurs dépenses militaires (50,3 milliards de 32 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Dans le même temps, elles ont multiplié les accords de défense, en particulier celui avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni connu sous l'acronyme AUKUS, et renforcé leur activité diplomatique dans le Pacifique.

Début mai, l'Australie a conclu un nouvel accord de sécurité avec Tuvalu, ce micro-Etat de 11 500 âmes, qui lui donne également un droit de veto sur tout accord relatif à la sécurité ou à la défense que Tuvalu pourrait conclure avec un autre pays, y compris la Chine. Ce traité intervient six mois après celui signé avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le but de l'aider à répondre à des défis intérieurs et au moment où cet Etat est courtisé de manière persistante par Pékin. C'est dans ce contexte que le Premier ministre chinois se rend en Australie dans le but d'accélérer le rétablissement de relations bilatérales « normales ».

Accompagné de la plus importante délégation d'hommes d'affaires chinois issus des secteurs de l'énergie, de l'exploitation minière et des ressources, ainsi que des technologies vertes et de la transition écologique, il va notamment participer à une table ronde à Perth, laquelle « en tant que plateforme neutre, offrira l'occasion d'un dialogue franc sur certaines des questions difficiles auxquelles nous sommes confrontés, ainsi que sur les domaines de coopération future », dit-on du côté australien.

@Japanline

L'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout. Vice-président, rédacteur en chef : Rémi Godeau. Rédacteurs en chef adjoints : Olivier Bacuzat, Emmanuel Ginsty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. BEY MEDIAS PUBLICITÉS - Tél : 01 40 69 46 96. Directrice générale adjointe, commerce : Cécile Colomb. Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. Publicité financière : Nicolas Wattinne. SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courmeuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Biotrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de L'Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdité*

Le calcul glaçant du chef du Hamas à Gaza : le bain de sang des civils va servir la cause

Depuis des mois, Yahya Sinwar résiste aux pressions pour conclure un accord de cessez-le-feu et de libération des otages avec Israël. Les messages que le chef militaire du Hamas à Gaza envoie aux médiateurs montrent que cette position s'appuie sur le calcul que la poursuite des combats – et l'augmentation du nombre de civils palestiniens tués – jouent à son avantage.

« Nous avons amené les Israéliens exactement là où nous les voulions », affirme M. Sinwar dans un récent message adressé aux responsables du Hamas qui cherchent à négocier un accord avec les responsables qataris et égyptiens.

Les combats entre les forces israéliennes et les unités du Hamas dans le sud de la bande de Gaza ont gravement perturbé l'acheminement de l'aide humanitaire, causé toujours plus de victimes civiles et intensifié les critiques internationales à l'encontre des efforts déployés par Israël pour éradiquer le groupe islamiste extrémiste.

Durant la majeure partie de sa vie politique, façonnée par le conflit sanglant avec un Etat israélien qui n'a, selon lui, pas le droit d'exister, M. Sinwar s'en est tenu à une stratégie simple. Acculé dans un coin, il cherche à s'en sortir par la violence. Le conflit actuel à Gaza ne fait pas exception à la règle.

Dans des dizaines de messages consultés par le *Wall Street Journal* que M. Sinwar a transmis aux négociateurs du cessez-le-feu, à des compatriotes du Hamas en dehors de Gaza et à d'autres personnes, il fait preuve d'un mépris glaçant pour la vie humaine et indique clairement qu'il pense qu'Israël a plus à perdre dans la guerre que le Hamas. Les messages ont été partagés avec le WSJ par de nombreuses personnes



AHMED DEEB FOR THE WALL STREET JOURNAL

Dans des dizaines de messages consultés par le *Wall Street Journal* que Yahya Sinwar a transmis aux négociateurs du cessez-le-feu et à des compatriotes du Hamas en dehors de Gaza, le chef militaire de la milice fait preuve d'un profond mépris pour la vie humaine.

ayant des opinions très diverses sur M. Sinwar.

Plus de 37 000 personnes ont été tuées à Gaza depuis le début de la guerre, dont une majorité de civils, selon les autorités palestiniennes. Ce chiffre ne précise pas combien d'entre elles étaient des combattants. Les autorités sanitaires affirment que près de 300 Palestiniens ont été tués samedi lors d'un raid israélien qui a per-

mis de sauver quatre otages détenus dans des maisons entourées par des civils, ce qui a fait comprendre à certains Palestiniens qu'ils n'étaient que des pions pour le Hamas.

Dans un message adressé aux dirigeants du Hamas à Doha, M. Sinwar évoque les pertes civiles subies lors des conflits de libération nationale dans des pays comme l'Algérie, où des

centaines de milliers de personnes sont mortes en luttant pour arracher l'indépendance à la France. « Ce sont des sacrifices nécessaires », affirme-t-il.

Dans une lettre adressée le 11 avril au chef politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, après que trois de ses fils adultes ont été tués par une frappe aérienne israélienne, M. Sinwar écrit que leur mort et celle d'autres Pa-

lestiniens « insufflent de la vie dans les veines de cette nation, en l'exhortant à se hisser toujours plus haut vers sa gloire et son honneur ».

M. Sinwar n'est pas le premier dirigeant palestinien à considérer un carnage comme un moyen de pression sur Israël. Mais l'ampleur des dommages collatéraux de cette guerre – en termes de civils tués et de destructions com-

mises – est sans précédent dans le conflit israélo-palestinien.

Malgré les tentatives féroces d'Israël pour le tuer, M. Sinwar a survécu et gère dans le moindre détail l'effort de guerre du Hamas, rédigeant des lettres, envoyant des messages aux négociateurs du cessez-le-feu et décidant quand le groupe,

Lire HAMAS en page 11

Le changement climatique s'attaque aux petits plaisirs de la vie

Joe Shaw prépare ses salades avec une vinaigrette délicate à base de vinaigre balsamique, de jus de citron et d'huile d'olive. Mais ça, c'était avant.

Le prix de l'huile d'olive a, en effet, doublé au cours des deux

dernières années en raison des fortes chaleurs et de la sécheresse qui ont grillé les oliveraies du pourtour méditerranéen. M. Shaw estime désormais qu'il n'est pas raisonnable de payer l'équivalent dix dollars pour une

bouteille d'un demi-litre, alors que les prix étaient deux fois moindres il y a un ou deux ans. Il se presse maintenant un citron et arrose le jus de vinaigre, mais n'ajoute plus rien pour équilibrer ce mélange acide.

« Cela ressemble un peu à l'apocalypse, témoigne ce jeune homme de 28 ans, qui travaille comme assistant dans une galerie d'art à Londres. On vit avec le souvenir de l'époque où l'on pouvait mettre de l'huile d'olive. »

Avec le réchauffement climatique, les conditions météorologiques extrêmes perturbent la production de certains des produits qui concourent aux plaisirs de l'existence : le vin, l'huile d'olive, le café et le cacao. Certaines de ces cultures sont concentrées dans une ou deux régions de la planète, une météo capricieuse dans une partie du monde peut donc avoir un impact vertigineux sur les cours mondiaux.

Les vagues de chaleur et les pluies inattendues en Afrique de l'Ouest ont fait grimper les prix du cacao à des niveaux record cette année, ce qui a poussé les chocolatiers à augmenter leurs tarifs. Les négociants thaïlandais du café après la grave sécheresse qui a frappé le Vietnam, deuxième producteur mondial, et fait grimper les prix du Robusta à un niveau inégalé depuis 45 ans. Les grains d'arabica, plus prisés, ont également vu leur prix monter récemment.

En Italie, une recrudescence du mildiou a été provoquée par de fortes pluies – cet épisode météorologique est l'un des nombreux à avoir fait chuter la production mondiale de vin à son plus bas niveau depuis 1961.

La hausse des prix finit par avoir des répercussions sur la chaîne de consommation. Francesco Mazzei, un chef italien qui

Lire CLIMAT en page 11

La science au service de la lutte contre la vente illégale de bois russe

Pour empêcher le bois russe sous sanctions d'entrer en Europe, des chercheurs tentent de modéliser l'empreinte chimique des arbres, une démarche qui pourrait servir à écarter d'autres matières premières interdites à l'avenir.

Objectif du projet : faire participer la science au combat que mènent entreprises et pouvoirs publics pour empêcher les produits frappés par des sanctions d'entrer dans la filière bois, un réseau d'exploitations forestières, scieries, industriels et négociant compliqué à réglementer.

Pour commencer, sous la houlette de World Forest ID, une organisation à but non lucratif basée à Washington, une équipe s'est intéressée aux sanctions prises par l'Union européenne (UE) contre le bois russe et biélorusse à la suite de l'invasion de l'Ukraine. Elle a analysé des milliers d'échan-

illons, qu'elle a intégrés à des modèles statistiques de pointe et soumis à l'intelligence artificielle.

Le résultat : une base de données que peuvent utiliser les services des douanes et les auditeurs des entreprises pour vérifier l'origine du bois grâce à un simple test en laboratoire.

Même si le travail n'est pas terminé, le géant de l'ameublement Ikea – qui a dû repenser sa chaîne d'approvisionnement depuis le début de la guerre – a indiqué qu'il l'avait déjà utilisée pour vérifier que ses fournisseurs ne lui vendaient pas de bois sous sanctions. Les autorités belges s'en sont également servies pour saisir plus de 260 tonnes de bois russe transportées dans l'illégalité.

S'il est déployé à grande échelle, le projet pourrait avoir des répercussions majeures sur

Lire BOIS en page 11



SIPA PRESS

Le prix de l'huile d'olive a doublé au cours des deux dernières années en raison des fortes chaleurs et de la sécheresse qui ont frappé le bassin méditerranéen.

CLIMAT

Suite de la page 1

dirige un restaurant au Corinthia Palace, un hôtel de luxe situé à Malte – une île de Méditerranée centrale –, indique que l'astuce consiste à déterminer les plats pouvant être préparés avec des substituts à l'huile d'olive. C'est possible pour les pâtes bolognaises, auxquelles il ajoute de la pancetta, à base de porc, mais pas pour une salade caprese, pour laquelle il n'y a pas de bon plan B.

« Vous devez utiliser de l'huile d'olive extra-vierge, vous ne pouvez pas mettre de l'huile

Partout dans le monde, des régions réputées pour leurs spécialités culinaires s'efforcent de s'adapter

d'avocat ou quelque chose dans le genre, explique Mazzei. C'est l'une des piments de la vie, le goût changerait du tout au tout. »

Partout dans le monde, des régions réputées pour leurs spécialités culinaires s'efforcent de s'adapter. Des études scientifiques montrent que les terres propices à la culture du café, qui apprécie les régions fraîches en altitude, diminueront au cours des prochaines décennies.

Pour comprendre, il suffit d'essayer de se procurer une tasse de café provenant de l'île indonésienne de Java. Dandy Dharmawan, qui achète des

grains aux agriculteurs de cette île d'Asie du Sud-Est et les transforme pour des cafés haut de gamme en Indonésie et à l'étranger, explique que la détérioration des rendements a fait grimper les prix de 50% ces trois dernières années.

« A un moment donné, les prix continueront à augmenter et les consommateurs de café se tourneront vers des produits de substitution plus abordables », affirme M. Dharmawan.

En Inde, Nishant Gurjer, un producteur de café, a subi un double coup dur. Tout d'abord, les pluies exceptionnellement fortes de 2023 ont fendu la pellicule extérieure de ses grains, ce qui a nui à la saveur de sa récolte de début d'année. Ensuite, en avril, une vague de chaleur écrasante a desséché les nouvelles fleurs de café, ce qui, selon lui, réduira d'un quart sa production l'année prochaine.

« Les événements s'intensifient, dit M. Gurjer, dont la famille cultive le café depuis plus de 200 ans. Les étés sont de plus en plus chauds et les moussons de plus en plus abondantes. »

Les scientifiques affirment que le changement climatique rend les vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses.

Les négociants en café du Vietnam, frappé par la sécheresse, stockent les grains en attendant une nouvelle hausse des prix, explique Debbie Wei Mullin, directrice générale de Copper Cow Coffee, une entreprise basée à Los Angeles qui vend des grains vietnamiens à des chaînes de magasins telles que Whole Foods, Costco et Target.

« Auparavant, l'offre était illimitée au Vietnam, ajoute Mme Mullin. C'est la première année où nous avons dit à Costco : "Vous pouvez prendre huit camions, et c'est tout." »

Les agriculteurs du monde



SIPA PRESS

Les grains de café arabica ont vu leur prix monter récemment.

entier tentent de s'adapter en installant des systèmes d'irrigation pour lutter contre la sécheresse et en plantant de nouvelles variétés de cultures résistantes à cette dernière. Dans la région bordelaise, certains viticulteurs remettent en question de vieilles pratiques comme l'effeuillage des vignes pour augmenter l'exposition au soleil, afin de garder les raisins à l'ombre et au frais. Ces dernières années, la région a autorisé l'introduction de nouveaux cépages, comme l'arinarnoa, un cépage acide qui équilibre le merlot.

De telles adaptations, utiles, peuvent parfois causer d'autres problèmes, souligne Cornelis van Leeuwen, professeur de viticulture à Bordeaux Sciences Agro. Pour lutter contre la sécheresse, par exemple, les producteurs espagnols ont recours à l'irrigation, ce qui risque d'épuiser les nappes

phréatiques qui se tarissent. Une autre solution consiste à faire des plantations moins denses, afin que chaque pied de vigne dispose de plus de terre pour y puiser de l'eau. Mais moins de vignes veut dire moins de raisins, ce qui risque de réduire les revenus des viticulteurs.

D'autres régions viticoles sont encore plus touchées que le Bordelais. En mars, M. van Leeuwen a coécrit un article dans la revue universitaire *Nature Reviews Earth & Environment*, qui explique que certaines régions viticoles du sud de l'Europe, plus chaudes et plus sèches, ont atteint le point de rupture, avec « des vignes rabougries, des canopées défoliées et de graves pertes de rendement ».

Cette situation a incité certains viticulteurs à s'aventurer vers le nord à la recherche d'un climat plus clément. K Felix G Ahrberg

a travaillé dans des exploitations viticoles notamment en Nouvelle-Zélande, en France, en Afrique du Sud, où il a pu se faire une idée de l'impact du changement climatique sur la production mondiale. En 2017, il a décidé de « prendre de l'avance » et de rentrer en Suède. Il exploite désormais des raisins à quelques heures de route de Göteborg, dans le sud du pays.

« Ils arrachent des vignes en Espagne, en France et en Italie, explique M. Ahrberg. Le soleil est brûlant à Bordeaux et la grêle frappe l'Italie. »

Le vignoble où il officie en tant que vinificateur, Kullabergs Vingard, est en train de doubler sa surface pour passer à environ 28 hectares.

Au fil du temps, le développement d'exploitation dans des pays du nord comme le Canada, le Royaume-Uni et la Suède devrait permettre de compenser

en partie la baisse de production dans d'autres, aussi importants que l'Espagne, même si certaines caractéristiques du vin seront certainement différentes.

Les olives, culture historique du bassin méditerranéen, entament également leur lente remontée vers le nord. Agro Rebels, un organisme de recherche autrichien, travaille avec des agriculteurs locaux qui ont planté environ 5 000 oliviers. Les olives ne sont pas une culture courante pour ces professionnels, indique Daniel Rössler, cofondateur de l'organisme, mais une opportunité s'offre à eux. Le réchauffement en Autriche commence à rapprocher son climat de celui de ses voisins situés de l'autre côté des Alpes.

Toutefois, il faudra du temps pour que les consommateurs profitent de cette nouvelle offre d'huile d'olive. Les oliviers, comme les caféiers et les cacaoyers, mettent des années à arriver à maturité, et la production ne peut donc être lancée du jour au lendemain. Et les olives doivent être transformées dans des moulins spécialisés, dont l'Autriche ne dispose pas aujourd'hui.

En attendant, l'huile d'olive sera plus chère et potentiellement moins savoureuse. L'association de consommateurs allemande Stiftung Warentest a déclaré en mars avoir testé 23 huiles d'olive différentes et constaté que la qualité moyenne avait baissé par rapport aux études précédentes.

« Les sécheresses et la chaleur dans les pays méditerranéens laissent des traces, écrit l'association. Les produits de la plus haute qualité – extra-vierge – ont souvent un goût rance ou âcre. »

Jon Emont

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Paul Julhiet)

Edited from the original

BOIS

Suite de la page 1

les achats d'autres matières premières agricoles qui, comme le cacao ou le coton, ont été liés à des problèmes de pollution ou de violation des droits de l'homme.

Pour Ikea, il n'aura fallu qu'un an de test pour comprendre la valeur du travail de World Forest ID, a souligné Mikhail Tarasov, responsable de la foresterie du groupe. « Nous sommes actuellement en train de l'intégrer pleinement à notre démarche de due diligence », a-t-il indiqué.

Sur les traces du bois interdit

Créée en 2021, World Forest ID voulait au départ lutter contre la déforestation grâce à une approche plus scientifique et plus fiable de l'origine du bois. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'organisation s'est dit qu'elle pourrait tester sa méthode pour empêcher les produits forestiers russes sous sanctions d'entrer dans l'UE.

Les pays européens ont en effet du mal à appliquer les sanctions parce que le bois russe et biélorusse passe souvent par plusieurs pays avant d'arriver en Europe et se retrouve mélangé à celui qui vient d'autres sources.

Pour enrayer les importations illégales, les douaniers et les auditeurs cherchent les incohérences ou les éléments suspects dans la documentation éditée de la forêt où sont coupés les troncs à l'usine où ils sont transformés. Certaines entre-



SIPA PRESS

Les Européens ont du mal à appliquer les sanctions parce que le bois russe et biélorusse passe souvent par plusieurs pays avant d'arriver sur le Vieux continent.

prises et organismes de certification indépendants se rendent aussi directement chez les fournisseurs, mais ces visites coûtent cher et il est impossible d'en faire à toutes les étapes de la filière.

« Une fois que l'arbre a quitté la forêt, il est vraiment très difficile de savoir d'où il vient », résume Laura Boeschoten, chercheuse à l'université Columbia qui travaille sur les méthodes de vérification de l'origine du bois.

D'après des statistiques commerciales et des articles de presse, depuis le début de la guerre en Ukraine, le bois russe passe par des fournisseurs et des négociants de

pays tiers pour atteindre le marché européen. S'étonnant de l'envolée des importations de contreplaqué en provenance de Turquie et du Kazakhstan, des pays qui n'ont pas interdit le commerce de bois russe, la Commission européenne a ouvert une enquête l'an passé.

Les entreprises européennes sont censées prendre des mesures pour empêcher le bois sous sanctions d'arriver chez elles, mais la tâche est immense, comme le souligne M. Tarasov. Avant la guerre, Ikea achetait environ 16% du bois utilisé pour ses meubles en Russie et en Biélorussie.

Recentrage sur la Russie

Même si des laboratoires privés proposent des tests depuis des années, l'échantillonnage et les protocoles ne sont pas toujours les mêmes et le traitement des données est rudimentaire, explique Victor Deklerck, responsable scientifique de World Forest ID. C'est d'ailleurs l'ambition de l'organisation depuis sa création : mettre au point une approche plus perfectionnée, en commençant par un échantillonnage plus rigoureux.

World Forest ID a donc recruté une organisation danoise à but non lucratif pour recueillir des échantillons de bois de dix millimètres à travers l'Europe. Après l'invasion de l'Ukraine, elle s'est concentrée sur les essences exportées par la Russie, dont le bouleau, le pin et le chêne.

World Forest ID utilise actuellement deux tests pour déterminer la composition chimique de ses échantillons : le premier mesure le ratio d'isotopes stables, qui varient en fonction de l'élément comme la température ou l'hygrométrie, et le second qui détecte des éléments comme le magnésium ou le cuivre, qui varient en fonction de l'endroit où l'arbre a poussé.

Les résultats sont ensuite extrapolés dans l'espace grâce à des méthodes statistiques et l'apprentissage automatique. Ce sont ces innovations qui permettent à World Forest ID de prédire la signature chimique des arbres récoltés dans les zones dans lesquelles l'organisation n'a pas pu prélever d'échantillons.

Les résultats sont impressionnants, souligne Mme Boeschoten, qui a évalué

un article que M. Deklerck et son équipe ont publié en mars dans la revue *Nature Plants*. « C'est vraiment génial de voir ce qu'ils sont capables de faire à si petite échelle », sourit-elle.

D'après l'article, le modèle de World Forest ID a repéré les mensonges sur les origines du bois dans 40% à 60% des cas. Pour M. Deklerck, les tests sont délibérément prudents puisque l'objectif

Avant la guerre en Ukraine, Ikea achetait environ 16 % du bois utilisé pour ses meubles en Russie et en Biélorussie

est de limiter le risque que des cargaisons soient jugées illégales alors qu'elles ne le sont pas.

En Belgique, le service public fédéral (SPF) Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement s'appuie sur les données de référence de World Forest ID pour étayer les tests en laboratoire de plusieurs dossiers de bois importé dans le pays, a indiqué sa porte-parole Annelies Wynant.

Déploiement à grande échelle

De la dégradation de l'environnement au non-respect des droits de l'homme, la réglementation oblige de plus en plus les entreprises à ne plus acheter de ma-

tières premières nocives.

A compter de l'année prochaine, les sociétés européennes devront ainsi réaliser des vérifications supplémentaires sur le bois et d'autres intrants qui contribuent à la déforestation. World Forest ID a d'ailleurs commencé de travailler sur des échantillons de soja et de cacao.

Ces tests en laboratoire pourraient transformer à la fois les moyens mis en œuvre par les entreprises pour respecter les nouvelles règles et les méthodes utilisées par les autorités pour les faire appliquer. Mais ce ne sera pas facile. Pour déployer l'approche de World Forest ID à grande échelle, il faudrait par exemple analyser des dizaines de milliers d'échantillons de matières premières venues des quatre coins du monde.

« C'est une démarche encore balbutiante », résume Marc Jessel, responsable de l'intégrité des systèmes du Forest Stewardship Council (FSC), une ONG qui certifie la durabilité du bois. Il explique que le FSC s'est rapproché de World Forest ID pour tester des essences de bois du Gabon, mais n'a pas encore intégré la méthode à ses audits.

« Nous n'avons pas encore de base de données mondiale qui recense tous les isotopes de toutes les essences de bois du monde, et il faudra du temps pour y parvenir », a-t-il précisé.

Mais World Forest ID pourrait être la première à y parvenir, selon lui. « Nous sommes convaincus que leur approche est la bonne. »

Dylan Tokar

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

HAMAS

Suite de la page 1

considéré comme terroriste par les Etats-Unis, doit intensifier où retenir ses attaques.

Son objectif ultime semble être d'obtenir un cessez-le-feu permanent qui permettrait au Hamas de proclamer une victoire historique sur Israël par le simple fait d'avoir survécu et de revendiquer la direction de la cause nationale palestinienne.

Le président Biden tente de forcer Israël et le Hamas à mettre un terme à la guerre. Mais le

« Nous ne faisons les gros titres qu'avec du sang. Pas de sang, pas d'information »

Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'oppose à l'arrêt définitif des combats avant ce qu'il appelle la « victoire totale » sur le Hamas.

En l'absence de trêve durable, M. Sinwar estime que M. Netanyahu n'aurait guère d'autre choix que d'occuper la bande de Gaza et de se retrouver embourbé dans une lutte contre l'insurrection menée par le Hamas pendant des mois ou des années.

C'est une issue que M. Sinwar prédit depuis six ans, lorsqu'il est devenu pour la première fois le chef de la bande de Gaza. Le Hamas pourrait perdre une guerre contre Israël mais cela entraînerait une occupation israélienne ayant à gérer plus de deux millions de Palestiniens.

« Pour Netanyahu, une victoire serait encore pire qu'une défaite », a déclaré M. Sinwar à un journaliste italien qui écrivait en 2018 dans un quotidien israélien, *Yedioth Ahronoth*.

M. Sinwar, aujourd'hui âgé d'une petite soixantaine d'années, avait environ 5 ans lorsque la guerre de 1967 lui a fait connaître sa première expérience importante de la violence entre Israéliens et Arabes. Ce bref combat a réorganisé tout le Moyen-Orient. Israël a pris le contrôle du plateau du Golan au détriment de la Syrie et a arraché la Cisjordanie à la Jordanie. Il s'est également emparé de la péninsule du Sinaï contre l'Egypte, ainsi que de la bande de Gaza, où M. Sinwar a grandi dans un camp de réfugiés géré par les Nations unies.

Le conflit a été constamment présent. Dans un roman publié en 2004, alors qu'il était en prison en Israël, M. Sinwar a écrit dans la préface qu'il était basé sur ses propres expériences. Dans ce livre, un père creuse un trou profond dans la cour d'un camp

de réfugiés, pendant la guerre de 1967, et le recouvre de bois et de métal pour en faire un abri.

Un jeune fils attend dans le trou avec sa famille ; il pleure en entendant les bruits d'explosion s'intensifier à mesure que s'approche l'armée israélienne. Le garçon essaie de grimper pour sortir, mais sa mère lui crie : « C'est la guerre dehors ! Tu ne sais pas ce que la guerre veut dire ? ».

M. Sinwar a rejoint le mouvement qui est finalement devenu le Hamas dans les années 1980. Proche du fondateur, le Cheikh Ahmed Yassine, il a mis en place une police interne qui chassait et tuait les informateurs présumés, selon la transcription de ses aveux à des interrogateurs israéliens en 1988.

Condamné à plusieurs reprises à la prison à vie pour meurtre, il a passé vingt-deux ans derrière les barreaux avant d'être libéré en 2011 dans le cadre d'un échange avec un millier d'autres Palestiniens contre le soldat israélien Gilad Shalit.

Lors des négociations entre Israël et le Hamas au sujet de cet échange, M. Sinwar a joué un rôle important en poussant pour libérer des Palestiniens emprisonnés pour avoir tué des Israéliens.

Il voulait même libérer les personnes impliquées dans des attentats à la bombe qui avaient tué un grand nombre d'Israéliens. Il était tellement maximaliste dans ses exigences qu'Israël l'a placé à l'isolement afin qu'il ne perturbe pas les progrès des discussions.

La violence est une constante de son répertoire depuis qu'il est devenu le chef du Hamas à Gaza en 2017. Son mouvement avait arraché le contrôle de l'enclave à l'Autorité palestinienne à l'issue d'un conflit sanglant dix ans plus tôt. Mais si M. Sinwar s'est efforcé au début de son mandat de réconcilier son mouvement avec les autres factions palestiniennes, il a averti qu'il « briserait le cou » de quiconque se mettrait en travers de son chemin.

En 2018, M. Sinwar a soutenu les manifestations qui se déroulaient chaque semaine à la frontière entre Gaza et le territoire israélien. Craignant des brèches dans la barrière, l'armée israélienne a plusieurs fois tiré sur les Palestiniens et les agitateurs qui s'approchaient trop près. Tout cela faisait partie du plan.

« Nous ne faisons les gros titres qu'avec du sang », a déclaré M. Sinwar dans l'entretien qu'il a accordé à l'époque à un journaliste italien. Pas de sang, pas d'information. »

En 2021, les pourparlers de réconciliation entre le Hamas et les factions palestiniennes semblaient progresser vers l'organisation des premières élections législatives et présidentielles depuis quinze ans pour désigner la direction de l'Autorité palestinienne. Mais au dernier moment, le président de celle-ci, Mahmoud



SIPA PRESS

Plus de 37 000 personnes ont été tuées à Gaza depuis le début de la guerre, selon les autorités palestiniennes.

Abbas, a annulé le scrutin. La voie politique étant fermée, M. Sinwar a choisi de déclencher un bain de sang pour changer le statu quo, en tirant des roquettes sur Jérusalem dans un contexte très tendu dans la ville entre Israéliens et Palestiniens. Le conflit de onze jours qui a suivi a fait 242 morts palestiniens et 12 Israéliens.

Les frappes aériennes ont causé de tels dégâts que les responsables israéliens étaient persuadés que M. Sinwar serait dissuadé de s'attaquer à nouveau aux civils du pays.

Mais c'est le contraire qui s'est produit. Les autorités israéliennes pensent aujourd'hui que c'est à partir de cette date que M. Sinwar a commencé à planifier les attaques du 7 octobre. L'un de ses objectifs était de mettre fin à la paralysie du processus de résolution du conflit israélo-palestinien et de regagner une importance diplomatique au plan mondial, selon des responsables arabes et du Hamas au fait des réflexions de M. Sinwar.

Après plus d'un demi-siècle d'occupation israélienne des territoires palestiniens, les partisans de la coalition d'extrême droite de M. Netanyahu parlaient en effet d'annexer des terres en Cisjordanie revendiquées par les Palestiniens pour un futur Etat. De son côté, l'Arabie saoudite, autrefois championne de la cause palestinienne, était en pourparlers pour normaliser ses relations avec Israël.

Bien que M. Sinwar ait planifié et donné son feu vert aux attentats du 7 octobre, les premiers messages adressés aux négociateurs du cessez-le-feu montrent qu'il a semblé surpris par la brutalité de la branche armée du Hamas et des autres Palestiniens, ainsi que par la facilité avec laquelle ils ont commis des atrocités à l'encontre des civils.

« Les choses sont devenues incontrôlables », écrit M. Sinwar dans l'un de ses messages, en référence aux gangs qui ont pris en otage des femmes et des enfants. Des gens se sont retrouvés embarqués là-dedans, et cela n'aurait pas dû se produire. »

C'est d'ailleurs devenu l'argument mis en avant par le Hamas pour expliquer le bilan des victimes civiles du 7 octobre.

Au début de la guerre, M. Sinwar tente d'utiliser les otages comme monnaie d'échange pour retarder une opération terrestre israélienne à Gaza. Un jour après l'entrée des

soldats de Tsahal dans l'enclave, il déclare que le Hamas est prêt à conclure un accord immédiat pour échanger ses otages contre la libération de tous les prisonniers palestiniens détenus en Israël.

Mais il a mal anticipé la réaction d'Israël au 7 octobre. M. Netanyahu déclare que son pays va détruire le Hamas et que le seul moyen de forcer le groupe à libérer les otages est de recourir à la pression militaire.

M. Sinwar semble également avoir mal interprété le soutien que l'Iran et la milice libanaise Hezbollah étaient prêts à lui offrir.

Lorsqu'en novembre le chef politique du Hamas, M. Haniyeh, et son adjoint, M. Saleh al-Aroui, se rendent à Téhéran pour rencontrer le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, il leur est signifié que l'Iran soutient le Hamas mais qu'il n'interviendra pas dans le conflit.

« Il a été induit en erreur en partie par eux et en partie par lui-même », estime Ehud Yaari, un commentateur israélien qui

Les messages de Yahya Sinwar indiquent qu'il est prêt à mourir au combat

connaît M. Sinwar depuis son incarcération. Il a été extrêmement déçu. »

En novembre, les dirigeants politiques du Hamas commencent en privé à prendre leurs distances avec lui, affirmant qu'il a lancé les attaques du 7 octobre sans leur en parler, selon des responsables arabes qui ont discuté avec le Hamas.

A la fin novembre, Israël et le Hamas conviennent d'un cessez-le-feu et de la libération de certains otages détenus par les militants. Mais l'accord prend fin au bout d'une semaine.

Au début du mois de décembre, alors que l'armée israélienne démantèle rapidement les structures militaires du Hamas, la direction politique du groupe commence à rencontrer d'autres factions palestiniennes pour discuter de la réconciliation et d'un plan pour l'après-guerre. M. Sinwar n'est pas consulté.

Dans un message envoyé aux dirigeants politiques, M. Sinwar qualifie ces discussions de fin de conflit de « honteuses et scandaleuses ».

« Tant que les combattants sont encore debout et que nous n'avons pas perdu la guerre, de tels contacts doivent immédiatement prendre fin, exige-t-il. Nous avons la capacité de continuer à nous battre pendant des mois. »

Le 2 janvier, M. Aroui est tué lors d'une frappe israélienne présumée à Beyrouth. M. Sinwar commence alors à changer sa façon de communiquer, selon des responsables arabes. Il se met à utiliser des pseudonymes et des codes et ne transmet plus ses messages que par l'intermédiaire d'une poignée de collaborateurs de confiance, alternant entre notes audio, messages confiés oralement à des intermédiaires et notes écrites, expliquent-ils.

Néanmoins, la teneur de ses communications indique qu'il a l'impression que les choses commencent à tourner en faveur du Hamas.

A la fin de ce même mois, l'avancée militaire d'Israël se ralentit pour se transformer en une bataille épuisante dans la ville de Khan Younès, la ville natale de M. Sinwar. Israël commence à perdre davantage d'hommes. Le 23 janvier, plus d'une vingtaine de soldats israéliens sont tués dans le centre et le sud de la bande de Gaza, soit la journée la plus meurtrière de l'invasion pour Tsahal.

Les médiateurs arabes s'activent alors pour accélérer les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu. Le 19 février, Israël fixe comme date butoir le ramadan – un mois plus tard – pour que le Hamas rende les otages sous peine de subir une offensive terrestre à Rafah, que les responsables israéliens décrivent comme le dernier bastion du groupe militant.

Dans un message, M. Sinwar exhorte ses camarades de la direction politique du Hamas à l'extérieur de la bande de Gaza à ne pas faire de concessions et à réclamer une fin définitive de la guerre. Le nombre élevé de victimes civiles crée une pression mondiale sur Israël, insiste M. Sinwar. La branche armée du groupe est prête à contrer l'assaut, ajoute-t-il dans ses messages.

« Le voyage d'Israël à Rafah ne sera pas une promenade de santé », affirme-t-il encore dans un message adressé aux dirigeants du

Hamas à Doha.

Fin février, une distribution d'aide à Gaza tourne au drame lorsque les forces israéliennes tirent sur des civils palestiniens qui se pressent devant les camions, incitant les Etats-Unis à renforcer leur pression sur Israël pour qu'il limite le nombre de victimes civiles.

Les désaccords entre les dirigeants israéliens du cabinet de guerre éclatent au grand jour. Alors que M. Netanyahu ne formule toujours aucun plan de gouvernance pour Gaza après la guerre, son ministre de la Défense, Yoav Gallant, lance des mises en garde en faveur contre une réoccupation de la bande de Gaza. Les Israéliens se demandent de plus en plus si le pays n'est pas en train de perdre la guerre.

En mai, Israël menace à nouveau d'attaquer Rafah si les pourparlers de cessez-le-feu restent dans l'impasse mais la déclaration est considérée par le Hamas comme une simple tactique de négociation.

M. Netanyahu indique alors qu'Israël doit intervenir à Rafah pour y détruire la structure militaire du Hamas et mettre fin à la contrebande en provenance d'Egypte.

La réponse de M. Sinwar ne se fait pas attendre. Le Hamas tire sur le point de passage de Kerem Shalom le 5 mai, tuant quatre soldats. Les responsables du Hamas à l'extérieur de Gaza commencent à faire écho à son attitude confiante.

Depuis, Israël a lancé son opération à Rafah. Mais comme M. Sinwar l'avait prédit, cette opération a un coût au plan humanitaire et diplomatique.

En attendant, ses messages indiquent qu'il est prêt à mourir au combat.

Dans un récent message adressé à ses alliés, le chef du Hamas compare la guerre à une bataille du VII^e siècle à Kerbala, en Irak, où le petit-fils du prophète Mahomet a été tué de manière controversée.

« Nous devons continuer d'avancer sur le chemin sur lequel nous nous sommes engagés », écrit-il. Ou, sinon, qu'il adienne une nouvelle Kerbala. »

Summer Said et Rory Jones

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original



SIPA PRESS

Les combats entre Tsahal et le Hamas dans le sud de la bande de Gaza ont gravement perturbé l'acheminement de l'aide humanitaire.

Abonnez-vous à l'Opinion

Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

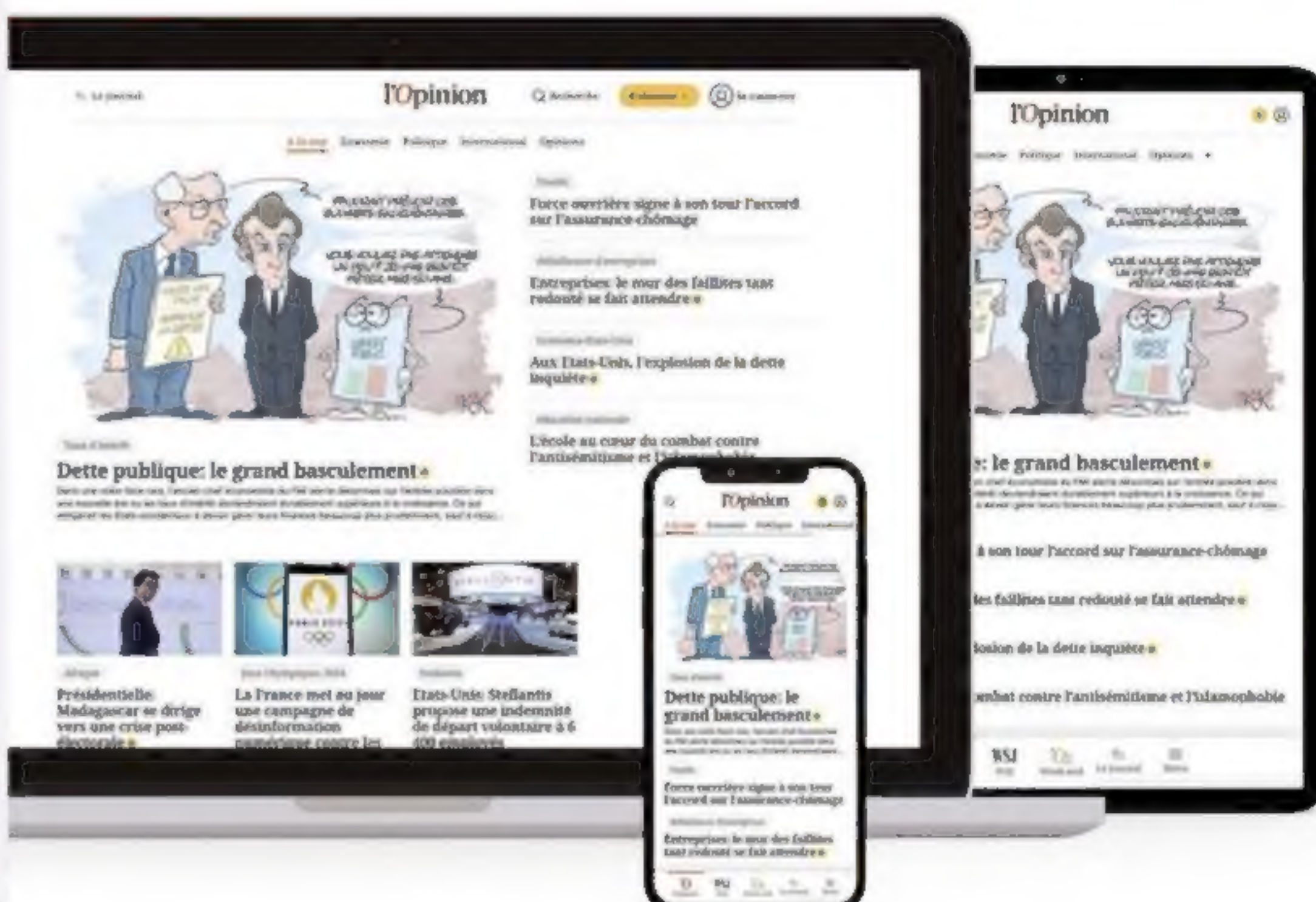
OFFRE INTÉGRALE

engagement : 3 mois

OFFRE
DÉCOUVERTE

69€
TTC
pour 3 mois

Le journal en version
papier et numérique



Les avantages de l'offre intégrale

- 1 | Le journal papier livré chez vous du lundi au vendredi
- 2 | L'accès au journal numérique dès 20h, la veille de sa parution
- 3 | Les articles réservés aux abonnés accessibles depuis le site ou l'application
- 4 | La sélection quotidienne des meilleurs articles de « The Wall Street Journal » en français + l'accès au site en illimité

FLASHEZ CE QR CODE
POUR VOUS ABONNER !



Offre valable jusqu'au 31/12/2024. Offre intégrale au prix de 69€ pour 3 mois (engagement de 3 mois). Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 46 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.